

bimensuel •  
n° 33 • 20/07/78 •  
5 Ff • 35 Fb • 3 Fs •

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Tchécoslovaquie

10 ans  
après

---

**R.D.A. : libérez Bahro!**

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

**Abonnement**  
**UN an**  
**25 numéros**



**TARIFS**

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.  
 Par avion, USA et Canada :  
 30 dollars par an.  
 Pour les autres pays écrire à la  
 rédaction  
 Versement : libeller les chèques au  
 nom de Pascal Henri et les envoyer à  
 « Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à *Inprecor*  
 accompagné d'un chèque.  
 Boîte postale 57, 93101 Montreuil/Cedex - France.

NOM .....  
 PRENOM .....  
 ADRESSE .....  
 .....  
 PAYS .....

### Sommaire

- page 3 EDITORIAL  
URSS, RDA, Tchécoslovaquie, l'ère des procès.
- page 5 TCHECOSLOVAQUIE  
10 ans après l'intervention  
Niklaus Kroeger et Anton Peschke
- page 14 TCHECOSLOVAQUIE  
Pour une société des travailleurs en Tchécoslovaquie  
Ludwig Kavin (intervention au forum lors de la  
« Fête de Rouge », mai 1978.
- page 19 TCHECOSLOVAQUIE  
Où en est la Charte 77?  
Georges X.Y. rédacteur de « Infomat »
- page 21 TCHECOSLOVAQUIE  
Cent ans de socialisme tchèque  
Document
- page 23 TCHECOSLOVAQUIE  
Les conseils ouvriers en 1969  
Jan Kavan (Extrait de son intervention  
au meetin de l'OCI, 17 mai 1978)
- page 25 DOCUMENT  
La démocratie socialiste ne peut être  
définitivement consolidée sans pouvoir  
des conseils ouvriers  
Déclaration du Secrétariat unifié de la  
IVe Internationale
- page 28 DOCUMENT  
Contre l'occupation de la  
République socialiste de Tchécoslovaquie  
Déclaration du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale
- page 30 DOCUMENT  
Sur la position de Fidel Castro à propos  
de l'invasion de la Tchécoslovaquie  
Secrétariat unifié de la IVe Internationale
- page 30 RDA  
Liberté pour Rudolf Bahro!  
Alain Brossat

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil / Cedex - France  
 Directeur de publication : Jean-François Godchau  
 Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire no 59117  
 Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de  
 la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat  
 unifié de la IVe Internationale.



Décidé par le Xe Congrès mondial de la IVE Internationale au printemps 1974, *Inprecor* (Correspondance de presse internationale) est paru régulièrement 25 fois par an depuis lors. Ce numéro 33 de la nouvelle série est donc bien le numéro 100 d'une publication unique en son genre en langue française : un bi-mensuel fournissant informations et analyses sur l'actualité politique internationale du point de vue du marxisme-révolutionnaire. L'adaptation des stratégies impérialistes aux nouvelles données de la situation internationale; la politique des bureaucraties soviétique et chinoise; l'évolution des PC «eurocommunistes»; la révolution coloniale en Afrique, en Amérique latine ou en Asie; les luttes des femmes dans divers pays; les luttes des travailleurs et des intellectuels en Pologne, URSS ou Tchécoslovaquie... Voilà ce qu'*Inprecor* a, jusqu'ici, régulièrement traité. Nous envisageons, à partir de septembre prochain, une nouvelle rubrique qui réponde au besoin ressenti et exprimé par les militants et sympathisants de la IVE Internationale : donner aussi régulièrement que possible des informations sur la vie et la presse des sections de la IVE Internationale plus fournies que les quelques lignes qui concluent traditionnellement les articles généraux sur la situation politique des divers pays. *Inprecor* doit aussi acquérir une autre ampleur. Tout l'exige : aussi bien la complexité de la politique internationale que la nécessité subjective de disposer d'un instrument de travail nécessaire à l'enrichissement des débats qui traversent en permanence l'organisation révolutionnaire et sa périphérie. *Inprecor* ne doit pas être réservé à des «spécialistes» de l'internationalisme ou à des «gens qui ont le temps». *Inprecor* doit devenir un instrument privilégié de l'internationalisme révolutionnaire. Il faut l'acheter, le lire, le diffuser. Du nombre d'abonnements (et de réabonnements !) dépend sa qualité et sa présentation...

*Inprecor* numéro 34 sera daté du jeudi 14 septembre.

## URSS, RDA, Tchécoslovaquie, l'ère des procès

L'actualité politique dans les «pays de l'Est» a voulu que nous parviennent des nouvelles alarmantes d'URSS et de RDA. Les uns après les autres, les procès se déroulent à huis-clos et les verdicts tombent, iniques. La bureaucratie du Kremlin répète la mise en scène des «grands procès».

Mais ce qui inquiète les dirigeants soviétiques, c'est l'extension géographique et sociale de l'opposition à l'intérieur des frontières. Extension géographique : alors qu'auparavant l'opposition dans les républiques non russes avait essentiellement un caractère national, on a vu apparaître des groupes d'Helsinki dans les pays baltes (où est jugé actuellement Viktor Piatkus), en Ukraine, en Arménie, en Géorgie. Extension sociale : dans l'activité des groupes d'Helsinki apparaissent pour la première fois des revendications émanant d'ouvriers. C'est ainsi que des textes consacrés aux demandes d'émigration d'ouvriers pour raison économique ont circulé. C'est ainsi - et surtout - que des ouvriers, notamment Khlébanov, ont parlé de syndicats indépendants. Même si cette démarche s'est formellement développée en dehors de ce que l'on appelle l'opposition démocratique, elle n'en apparaît pas moins comme le prolongement, en milieu ouvrier, de la démarche des groupes d'Helsinki. Khlébanov et ses camarades n'en appellent-ils pas à la conférence de Belgrade - prolongement de celle d'Helsinki - et aux syndicats occidentaux pour obtenir un soutien ?

C'est cette extension géographique et sociale du mouvement pour les libertés démocratiques en URSS qui explique le mieux la fureur policière, qui, depuis dix-huit mois s'est emparée des bureaucrates du Kremlin.

Cette offensive de la terreur intervient dans une période où les problèmes de succession constituent une obsession permanente pour les septuagénaires du Politburo. C'est que les problèmes économiques de l'URSS et l'incapacité où elle est d'assurer une réelle progression du niveau de vie, entraînent un mécontentement en profondeur redoublé par l'adoption d'une nouvelle constitution qui a provoqué l'explosion de revendications nationales.

Nous n'abandonnerons Bahro, Chtcharansky, Guinzbourg et Piatkus ni aux procureurs du goulag ni à l'«humanisme» particulier des dirigeants impérialistes, fauteurs de guerre au Vietnam, bourreaux des peuples latino-américains ou sabreurs du néo-colonialisme.

Les procès montés de toutes pièces par les uns et la vertueuse indignation des autres sont utilisés comme pions sur l'échiquier des rapports de forces mondiaux. Or, c'est cela qu'il faut dévoiler et déjouer. Aucun procès, aussi grossier soit-il, ne réussira à masquer les situations de crise auxquelles les directions bureaucratiques doivent faire face. La lutte pour faire libérer les prisonniers politiques en URSS, en RDA et en Tchécoslovaquie contribuera à cette dénonciation. Nous devons la mener de toutes nos forces, non seulement parce que nous sommes, depuis toujours, contre tout ce que leur infligent leurs géôliers, mais encore parce qu'en finir avec la terreur, sortir de l'isolement, avoir sur place et au dehors des partisans et des défenseurs, c'est tout simplement essentiel.

La rupture de la Ligue des communistes de Yougoslavie avec Moscou en 1948 fut à l'origine de la première crise d'envergure au sein du mouvement stalinien international. Après l'ouverture du conflit sino-soviétique, la rupture du parti tchécoslovaque - dramatiquement symbolisée par la tenue du XIVe congrès du PCT, réuni clandestinement à Prague, au nez et à la barbe des tanks soviétiques - donna un nouvel élan à cette crise à l'intérieur du «mouvement communiste international». Celle-ci, fruit de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie est encore aujourd'hui présente et féconde. Les troupes envoyées dans ce pays pour la première fois depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, demeurent sur place malgré le protocole signé à Moscou par Dubcek qui stipulait que ces troupes se retireraient lorsque les conditions à l'intérieur du pays seraient revenues à la «normale». L'invasion en elle-même, la purge d'un demi-million de membres du Parti, les procès politiques, les emprisonnements et enfin la division provoquée par ces événements au sein des PC rendaient, en fait, illusoire toute «normalisation».

En dix ans, le régime tchécoslovaque n'a pas été capable de changer de visage : il demeure le régime de la contre-révolution bureaucratique. Aucune stabilisation fondamentale n'a été possible jusqu'ici en Tchécoslovaquie, ni économiquement, ni politiquement. L'opposition socialiste anti-bureaucratique n'a pas pu être écrasée. Elle joue un rôle central dans la Charte 77, dix ans après le mouvement pour la démocratisation du régime, comme en témoignent des noms connus de signataires de la Charte tels que Kriegel, Muller ou Sabata. Et l'idée fait aussi son chemin selon laquelle la seule issue à la crise actuelle, c'est l'établissement d'une authentique démocratie socialiste dont le Printemps de Prague ne faisait guère qu'indiquer la voie.

L'invasion de la Tchécoslovaquie a été au coeur du processus d'éloignement des PC eurocommunistes par rapport à Moscou. Il est devenu impossible pour les PC occidentaux importants de continuer à combiner leurs projets réformistes-électorales avec le soutien inconditionnel aux régimes de l'Est. Avant 1968, les PC européens occidentaux se permettaient encore de taxer les partisans des droits démocratiques en Europe de l'Est de

«poignée d'inadaptés sociaux». Mais en 1968, 600 000 militaires furent nécessaires pour mater un pays entier d'«inadaptés». Waldeck-Rochet devait à l'époque ne manifester qu'une timide réprobation. Dix ans après, Roland Leroy titrait en première page de *L'Humanité* : «*Nous n'accepterons pas*» (les nouveaux procès en Tchécoslovaquie). René Andrieu, autre membre du BP du PCF, à son tour met explicitement en cause le type de «légalité socialiste» invoquée par les dirigeants soviétiques contre Chtcharansky et Guinzbourg (11 juillet 1978).

Il faut remarquer, en outre, que le quotidien du PCF a accordé une place assez large aux comptes-rendus des procès de son envoyé spécial et que l'on a même pu voir une délégation du PCF participer à la manifestation de protestation organisée à Paris le 11 juillet.

Il n'en reste pas moins que les bureaucraties des PC italien, espagnol ou français continuent à prendre comme point de référence le XXe congrès du PCUS comme l'effort le plus avancé de réhabilitation de la «légalité socialiste» !

Les oppositions et les luttes se développent parallèlement en URSS et dans les pays de l'Est. Cela annonce les liens que pourront tisser entre eux de nouveaux mouvements pour l'autodétermination et la démocratie socialiste. L'éveil à ces combats et le soutien que leur apporte le mouvement ouvrier occidental indiquent aussi les possibilités de jonction à ce niveau.

Certes, la bureaucratie soviétique, avec sa force de frappe militaire joue un rôle de verrou. Mais malgré cela, de larges mobilisations pourront se développer dans les «démocraties populaires». Grâce au renforcement conscient de tels liens et à l'élaboration d'un programme politique pour la démocratie socialiste s'inspirant des expériences est-allemande de 1953, hongroise et polonaise de 1956, comme sur celle de 1968, toute tentative d'intervention du Kremlin pourrait avoir des effets de boomerang et se solder par une profonde crise pour les maîtres de l'URSS.

## démocratie socialiste



et dictature du prolétariat

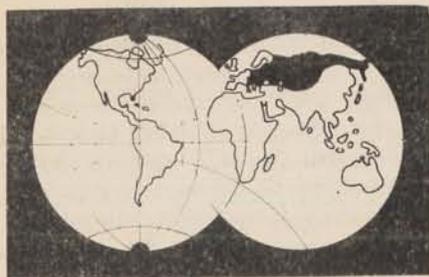
Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

### SOMMAIRE

- \*Qu'est-ce que la dictature du prolétariat?
- \*Parti unique ou multipartisme?
- \*Que représentent les partis politiques?
- \*Les conseils ouvriers et l'extension des droits démocratiques.
- \*Une condition essentielle pour gagner les masses à la révolution socialiste.
- \*En réponse aux staliniens
- \*L'autodéfense de l'Etat ouvrier
- \*Un aspect fondamental du programme de la révolution socialiste.

Achats et Commandes : *La Brèche*  
10, Impasse Guéménée,  
75004 - PARIS

Prix : 5 francs



# Tchécoslovaquie

## Dix ans après

### l'intervention

*Un niveau de vie qui augmente,  
l'action de masse en train de naître, le bilan  
des tentatives de « réformes » depuis l'aube du  
Printemps de Prague qui s'établit : l'opposition politique au régime  
s'organise et les révolutionnaires ont en son sein tout leur rôle à jouer...*

Niklaus KROEGER et  
Anton PESCHKE

● Dix ans après, l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie n'est pas tombée dans l'oubli. Régulièrement, des nouvelles parviennent de l'intérieur sur les activités de l'opposition, la répression qu'elle subit (surtout depuis la constitution de la Charte 77), alors que l'intervention puis la « normalisation » avaient justement voulu étouffer les aspirations du Printemps de Prague et restaurer l'image d'une Tchécoslovaquie morne et sans éclat, dans le giron de la bureaucratie soviétique. Plus encore, la « souveraineté limitée » que Brejnev avait voulu imposer par la force dans le mouvement communiste s'est vue contestée par les PC eurocommunistes. L'écrasement militaire du Printemps de Prague n'a donc pas fini de susciter des remous, à l'intérieur du pays comme dans les partis communistes.

#### UN COUP D'ETAT PREVENTIF

Mais, si tel est le prix politique qu'a dû payer la bureaucratie, elle n'avait pas d'autre solution pour sauver son pouvoir. Les « réformateurs » du PC tchécoslovaque (PCT) de 1968 ont été amenés, au moment crucial, à s'incliner devant le diktat de Moscou.

Dès le mois d'avril 1968, les réformes prudentes engagées par le PCT - en particulier l'abolition de la censure et l'appel, par les syndicats, à reconstituer des conseils d'entreprise (1) - avaient ouvert la porte à une activité de masse qui tendait à

déborder ce cadre et menaçait l'essentiel du pouvoir bureaucratique : son contrôle exclusif de l'appareil d'Etat et du parti. Les travaux préparatoires au XIVe Congrès extraordinaire du PCT - tenu dans la clandestinité au lendemain de l'intervention (2) - montrent que cette pression des masses vers un changement radical de la conception du socialisme, du rôle « dirigeant » du parti unique, gagnait le parti lui-même. Dans les entreprises en revanche, la formation de conseils ouvriers restait restreinte, se limitant pour l'essentiel à des formes de cogestion entre directeurs, techniciens et travailleurs. Toutefois, la dynamique enclenchée était suffisante pour susciter la frayeur de toute la bureaucratie des pays de l'Est.

L'intervention militaire du 21 août devait prévenir ce développement et rétablir l'autorité de l'appareil sur le parti comme sur l'Etat. Entre le prix d'un profond discrédit politique, y compris dans les PC, et la menace de perdre son pouvoir, la bureaucratie ne pouvait que choisir la première solution. Elle l'a fait, démontrant à tous ceux qui pensaient pouvoir réformer en douceur le régime bureaucratique que ses intérêts propres de caste, la défense de son monopole du pouvoir dans les pays de l'Est - principalement en URSS - restent le facteur déterminant de sa politique, malgré tous les verbiages sur le « droit de chaque parti à suivre sa propre voie au socialisme ».

Cette confirmation brutale de la nature réelle du régime bureaucratique a provoqué, dans l'immédiat, des réactions en chaîne à la mesure de la politisation en cours en Tchécoslovaquie et des espoirs en un « socialisme à visage humain » qu'elle suscitait dans le monde entier. Dans le pays, le mouvement pour des conseils ouvriers s'est étendu après l'intervention : 78 avaient été créés en décembre 1968, 120 au début de 1969 et il devait y en avoir 300 au milieu de 1969 englobant environ 800 000 travailleurs (sur 7 millions), dont 73% dans l'industrie, 12% dans la construction, 6% dans l'économie communale, 4% dans l'hôtellerie, 4% dans l'agriculture et 1% dans les transports (3). Sur le plan international, n'ayant pu ratifier l'occupation par les instances dirigeantes du PCT, la bureaucratie soviétique fut également désapprouvée ou condamnée par tous les PC d'Europe capitaliste (à l'exception des PC de RFA, de Grèce, du Luxembourg et du Portugal) alors qu'en 1956 aucun d'entre eux n'avait condamné l'intervention en Hongrie, souscrivant au contraire à la version mensongère du « danger de restauration capitaliste ».

C'est dire que, si la bureaucratie a pu rétablir son contrôle sur l'Etat et le parti par l'intervention, elle a dû payer le prix par une dégradation sensible de ses relations tant envers les masses des pays de l'Est qu'envers une partie substantielle du « mouvement communiste international ». Dix ans après 1968,

cette crise n'a pas pu être endiguée et continue à dominer la situation en Tchécoslovaquie même. Les méandres de la «normalisation» l'illustrent bien.

## LES MEANDRES DE LA «NORMALISATION»

Lorsqu'on parle de «crise», il faut évidemment en préciser la nature et les limites : le coup de Prague a rétabli l'essentiel pour la bureaucratie, à savoir son monopole du pouvoir politique : les poursuites policières, les condamnations, les tracasseries administratives, l'omniprésence de la machine bureaucratique et de ses mensonges ont eu pour résultat principal d'atomiser totalement les masses laborieuses et d'instaurer un climat permanent d'apathie, de dépolitisation. La dictature bureaucratique perpétue ainsi, jour après jour, l'héritage de la société bourgeoise où la «déméride individuelle» est la principale préoccupation de chacun, des hauts fonctionnaires les premiers ! Dix ans après 1968, la dominante est donc à la démoralisation des masses et, de ce point de vue, la «normalisation» a atteint son objectif.

Une rapide comparaison avec les suites de l'intervention de 1956 en Hongrie permet cependant de souligner une différence importante : malgré les espoirs conjoints d'une partie de l'appareil et de l'aile conciliatrice de l'opposition constituée autour de Dubcek, une «réconciliation nationale» n'a toujours pas été possible en Tchécoslovaquie. En 1961, cinq ans après l'écrasement de l'insurrection hongroise, Kadar avait pu commencer à réconcilier les fractions de l'appareil en s'opposant à la vieille clique stalinienne de Rakosi tout comme Krouchtchev, à cette époque, contrecarrait la vieille garde du PCUS. En Tchécoslovaquie, Brejnev était du côté de Bilak (4) et redoutait plus que tout le maintien dans le parti de l'aile «réformatrice» qui avait laissé se dérouler la mobilisation du Printemps de Prague.

Derrière ces contradictions inter-bureaucratiques, il y a évidemment un contexte international et interne tout à fait différent. Sur le plan international, entre 1956 et 1960, la crise du stalinisme n'avait pas at-

teint la profondeur qu'elle connaît aujourd'hui : non seulement les insurgés de Budapest n'avaient trouvé aucun appui dans les PC, mais le conflit sino-soviétique n'avait pas encore éclaté, les luttes ouvrières restaient embryonnaires en Europe capitaliste et la crise ouverte par «l'eurocommunisme» n'était pas encore apparue. Elle se traduit par des tensions constantes entre les PC occidentaux et le PCT qui n'ont pas diminué depuis 1968. Lors des procès d'oppositionnels de 1972, le correspondant de *l'Unita*, Fernando Zidar, a été expulsé de Tchécoslovaquie et l'an dernier, au procès d'Ota Ornest, Jiri Lederer, Frantisek Pavlicek et Vaclav Havel (les trois derniers étant signataires de la «Charte 77») celui de *l'Humanité* n'a pas obtenu de visa d'entrée ! Lors de la réunion des PC européens qui s'est tenue à Prague, les délégués du PCI avaient la police politique à leurs trousses, les autorités craignant qu'ils ne rencontrent des oppositionnels.

Pour l'opposition issue de 1968 ce changement est primordial. D'une part, elle peut s'appuyer sur les différenciations internes du «mouvement communiste international» pour poursuivre son combat. D'autre part, loin de favoriser une réconciliation, ces divergences accentuent au contraire les clivages. Les réformateurs de 1968 eux-mêmes ont dû faire le bilan de leur politique lorsqu'ils entendent aujourd'hui un Santiago Carillo affirmer qu'il aurait pris les armes pour résister à l'intervention !

La seconde différence majeure avec la Hongrie réside dans le niveau de politisation sensiblement plus élevé en Tchécoslovaquie. Comme nous l'avons déjà mentionné, le mouvement des conseils ouvriers s'est développé surtout après l'intervention. La bureaucratie soviétique avait le contrôle militaire, mais encore nullement celui du parti, des syndicats, pour ne pas parler des travailleurs. Cette situation offrait une certaine marge de manœuvre à des actions de résistance qui auraient pu être exploitées pour au moins conserver certains acquis de 1968.

Devant le refus du PCT de ratifier l'intervention, Brejnev cherche d'abord à s'appuyer sur Dubcek lui-même pour normaliser la situation. Le fait que Dubcek et le Comité central du PCT aient accepté le protocole de Moscou ouvrait la porte à cette possibilité. Ils acceptaient de réintroduire la censure, d'abroger le XIVe Congrès clandestin du PCT, d'interdire le Parti social-démocrate nouvellement créé, de limoger les individus que Moscou n'approuvait pas (5). Ces capitulations ont eu, dans un premier temps, un effet démoralisateur sur les masses. Mais dès la fin de 1968 et tout au long de 1969, les étudiants puis les travailleurs ont spontanément engagé des actions défensives importantes, indépendamment des réformistes dubcekistes. Il y eut d'abord la grève étudiante de novembre 1968 en faveur de la libéralisation, suivie de la mobilisation pour la défense du poste de Smrkovsky. Puis les étudiants signèrent un accord unitaire avec le syndicat des ouvriers de la métallurgie pour défendre ensemble les conquêtes du Printemps de Prague. Pendant ce temps, en novembre 1968, une première tentative de coordonner les comités d'entreprise eut lieu pour tenter de contourner les centrales syndicales officielles, suivie d'une réunion de coordination des conseils ouvriers, les 10 et 11 janvier 1969, pour la première fois dans l'histoire de la Tchécoslovaquie «socialiste», une sorte de «négociation tarifaire» se déroula entre le gouvernement et les syndicats, appuyée par des grèves légalement tolérées. Durant la même période enfin, l'aile radicale issue du milieu étudiant tenta de constituer une nouvelle organisation révolutionnaire (le Parti socialiste révolutionnaire) (6).

Ces éléments de résistance sont cependant restés embryonnaires par manque de débouché politique. Les réformateurs dubcekistes, largement reconnus par les masses, se sont refusés à s'appuyer sur elles pour défendre les acquis. Jan Skale a parfaitement raison de rappeler, dans son bilan de normalisation, qu'il «n'y avait aucun lien causal entre la puissance militaire dominante et la défaite politique totale du mouvement de réformes. Cette

défaite a été pour l'essentiel complétée par la capitulation politique de la direction Dubcek après l'intervention» (7).

Malgré cela, Dubcek se révélait incapable, aux yeux de la bureaucratie soviétique, de mener à bien la normalisation. Même timides, les actions de résistance montraient que le parti ne maîtrisait pas la situation. Dubcek fut limogé et remplacé par Husak. Comme Kadar, il a passé dix ans dans les prisons pendant la période stalinienne. En outre, il est slovaque et joue sur l'antagonisme de nationalité entre Tchèques et Slovaques pour s'imposer : pour éliminer Smrkovsky, il fit par exemple campagne pour que le poste de Président de l'Assemblée nationale revienne à un Slovaque et très tôt, la fédération des syndicats slovaques condamne les « actions inconsidérées des travailleurs tchèques » (8).

Néanmoins, Husak ne put remplir le même rôle que Kadar en Hongrie précisément parce que le degré de politisation, y compris dans le PCT, était trop grand pour mener à bien la « normalisation » voulue par Moscou. Dès 1971/72, l'aile du PCT, appuyée par les Soviétiques, redressa la tête et limita le rôle conciliateur que voulait jouer Husak en l'acculant à une politique de répression systématique.

#### LE TABLEAU DE CHASSE DE HUSAK

Rien n'indique mieux ce degré de politisation que l'énoncé brut des exploits de la direction Husak :

- \* 150 000 membres du PCT quittent volontairement le parti, dont 50% de travailleurs. 350 000 autres ont été radiés ou exclus du parti.
- \* L'âge moyen des membres du parti s'est élevé à 50 ans, même 57 ans dans la ville de Prague. Quant aux travailleurs, leur pourcentage passe de 30% en 1968 à 18% et même 12% à Prague.
- \* 25 000 députés perdent leurs mandats, un tiers des officiers perdent leur grade.

\* Dans les diverses professions, 40% des fonctionnaires de l'économie, 40% des journalistes, 1500 employés de la radio tchécoslovaque, 9000 enseignants perdent leur emploi. 400 écrivains sont mis sur la « liste noire ».

\* Dans les syndicats, 30 à 50% des fonctionnaires et des responsables d'entreprises furent limogés à cause du développement des conseils ouvriers. Dès décembre 1969, le Comité central du PCT expliquait que « les très larges compétences des conseils ont affaibli la position et les possibilités d'un travail efficace des directions et des administrations... parce que ces conseils sont composés dans leur grande majorité de travailleurs d'entreprises » (!) et une campagne systématique est organisée, questionnaire à l'appui et avec poursuites policières des réticents, pour expliquer aux travailleurs que :

*« Les forces opportunistes de droite prêchent l'autogestion et le dépérissement de l'Etat, ce qui, dans le meilleur des cas, ne peut être qu'un but lointain. Aujourd'hui, l'autogestion et la plus grande responsabilité des travailleurs qu'elle implique leur prendrait trop de temps, trop d'énergie intellectuelle et limiterait les loisirs dont ils ont besoin. » !!!* Ce bureaucrate ajoute même avec compassion : « Nous nous sacrifierons pour prendre à leur place ces tâches ingrates. » !!!

\* Enfin, dès le printemps 1971, une vague de procès est organisée qui frappe d'abord les militants révolutionnaires autour de Petr Uhl accusé d'avoir constitué un « groupe trotskyste ». Manifestement, la bureaucratie redoutait encore davantage les opposants du PCT lui-même qui auraient pu devenir une alternative politique et qui organisèrent le boycott des élections truquées de 1971 : en été 1972, 47 militants connus, dont trois ex-membres du Comité central (Jaroslav Sabata, Milan Hubl, tous deux condamnés à six ans et demi, Alfred Cerny, condamné à trois ans; Petr Uhl fut, lui, condamné à quatre ans) furent condamnés. En tout, 4000 personnes ont été traduites devant les tribunaux (9).

Il n'est donc pas exagéré de dire que la « normalisation » a été une véritable contre-révolution jusque dans les rangs mêmes du PCT ! A la différence de la Hongrie encore une fois, celle-ci ne s'est pas soldée par l'exécution des principaux dirigeants du Printemps de Prague, à cause de la crise internationale créée par l'intervention, entre autres dans les PC. Mais le fossé n'a fait évidemment que se creuser, rendant toute intégration des exclus de 1968 très difficile pour la direction Husak (10). A peine les condamnés de 1971/72 sont-ils sortis de prison qu'ils ont, pour plusieurs d'entre eux et parmi les plus connus, repris une activité professionnelle, par exemple dans la Charte 77. Le tout récent document que nous publions dans ce numéro d'*Inprecor*, intitulé « Cent ans de socialisme tchèque », en est un nouvel exemple.

En quelques années, la bureaucratie a donc pu remodeler le PCT à son image, mais son assise sociale et sa crédibilité politique ont été plus profondément entamées que jamais. Acculé à une politique d'épurations, Husak s'est retrouvé seul, en conflits constants avec l'aile dure du parti. Les réactions hystériques des autorités contre la Charte 77 l'ont encore montré de manière patente. La tentative de réitérer les vieux procès staliniens en accusant les signataires de la Charte 77 d'être des « organisateurs discrédités de la contre-révolution de 1968, agissant sous les ordres des quartiers-maîtres anticommunistes et sionistes », n'a pas eu prise dans les masses et l'appareil a dû quelque peu revenir en arrière lors des procès. D'un point de vue général, une plus grande souplesse permettrait certes à la bureaucratie de détendre le climat au niveau international comme sur le plan interne (il n'est pas rare, par exemple, que les directeurs d'entreprises se plaignent des trop grandes restrictions politiques mises au recrutement de cadres qualifiés, jadis condamnés pour leur attitude en 1968 !). Mais Husak ne semble pas avoir les moyens politiques de la mettre en pratique, d'autant plus que tout assouplissement risque aussitôt d'être interprété par les masses comme la possibilité d'un nouveau « processus de réformes ».

## LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Pourquoi cette crise latente, que l'on constate depuis 1968, ne s'est-elle pas exprimée ouvertement ? Pourquoi Husak se maintient-il malgré la dégradation de la situation ? La réponse à ces questions est d'autant plus importante que l'aile réformiste de l'opposition comptait - même avec la création de la Charte 77 (11) - sur l'isolement de la nouvelle direction pour retrouver sa place au soleil.

Ces espoirs se sont fondés sur une compréhension essentiellement intrinsèque à l'appareil et non des forces sociales en présence, principalement de la situation de la classe ouvrière. Or, tout comme en 1968, c'est l'intervention ou non de cette dernière qui est la clé de voûte de la situation et qui détermine l'éclatement ou non de la crise. Le maintien des 500 000 soldats du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie (malgré la promesse de retrait après quelques mois) a, de ce point de vue, une fonction évidente : rappeler qu'on « ne peut rien faire » tant que l'URSS pèse de tout son poids et maintenir ainsi la démoralisation et la dépolitisation des travailleurs.

Mais la répression ne fait pas tout. Un indice le montre : durant la dernière période (chiffres portant sur 1976), les adhérents du PCT ont de nouveau crû de 150 000 membres environ, ainsi que le pourcentage d'ouvriers. Entre 1971 et 1976, le parti a intégré environ 100 000 ouvriers, soit 62% des nouveaux candidats, et l'âge moyen de ceux-ci était de 35 ans pour 90% d'entre eux, moins de 25 ans même pour plus de la moitié ! Cette évolution peut s'expliquer par la jeunesse des nouveaux candidats qui n'ont pas forcément vécu les événements de 1968 de manière consciente. Mais cela n'explique pas tout.

Ceux qui caractérisent les Etats ouvriers dégénérés comme des pays « capitalistes » buttent toujours sur une contradiction : comment expliquer que l'existence - et, dans le cas de la Tchécoslovaquie, la restauration - d'un régime dictatorial ne se traduise pas par une réduction drastique du niveau de vie des masses laborieuses ? Ce qui vaut pour un ré-

gime capitaliste ne vaut pas dans un Etat ouvrier bureaucratisé précisément parce que la dictature bureaucratique ne peut se permettre d'écraser la classe ouvrière sans voir aussitôt son pouvoir menacé. Certes, on peut constater - et c'est une évidence - que le niveau de vie des travailleurs tchécoslovaques, même compte tenu de toutes les charges sociales, reste en moyenne inférieur à celui de pays capitalistes aussi développés. Il faut surtout souligner

que ces revenus ne permettent en général pas de se procurer avec régularité des biens de consommation immédiats ou durables en quantité et en qualité voulues (12). En revanche, il est tout aussi important de rappeler que, depuis 1968, ce niveau de vie a globalement augmenté pour atteindre, avec la RDA, l'un des plus élevés d'Europe orientale et un niveau assez proche de celui de pays capitalistes développés. Le tableau suivant le montre :

### Salaire moyen et épargne par habitant (13) - 1975

Pays	Salaire brut en monnaie du pays	Comparaison en mark-DDR	Epargne en mark-DDR
Bulgarie	146 leva	531	3168
Tchécoslovaquie	2304 couronnes	737	2521
RDA	889 marks	889	4470
Pologne	3562 zlotys	662	1654
Roumanie	1813 lei	621	-
URSS	146 roubles	466	1143
Hongrie	2821 forint	612	1672

Pour les biens de consommation durables dont la fourniture s'est sensiblement accrue depuis les réformes économiques des années 60, le tableau suivant donne aussi un indice parlant :

### Biens de consommation par 100 ménages (14) - 1965/1975

	CSSR		DDR		URSS		RFA
	1965	1975	1965	1975	1965	1975	1973
Appareils radio	112	171	87	96	59	79	99
Appareils TV	51	93	49	82	24	74	89
Réfrigérateurs	30	79	26	85	11	61	93
Machines à laver	67	110	28	73	21	65	75
Automobiles	10	30	8	26	?	?	55

Cette tendance ne paraît pas devoir se modifier. Le président de la Commission d'Etat du Plan, Vaclav Hula, a fixé pour le prochain quinquennat l'objectif de vendre 150 000 voitures particulières, en précisant que « les porteurs du dynamisme dans la vente de biens industriels doivent continuer d'être les articles de consommation à long terme ». Les chiffres ne disent évidemment pas tout : Les machines à laver, les réfrigérateurs ne sont pas aussi perfectionnés qu'à l'Ouest, les réparations restent toujours un casse-tête. Pour un travailleur tchèque, la question la plus cruciale est cependant moins d'acquiescer une TV ou une voiture que ce qu'il peut voir sur l'écran ou dans les pays qu'il peut visiter ! Contrairement à la Pologne, la situation matérielle de la

classe ouvrière n'a pas empiré, n'entraînant pas la conjonction explosive entre révolte ouvrière et crise politique qui a suivi les événements d'Ursus et Radom (15).

Il est fort probable que la bureaucratie a en partie consciemment favorisé cette politique, afin de neutraliser la classe ouvrière faute de pouvoir s'appuyer sur elle. L'entrée de nouveaux membres dans le PCT s'inscrit dans le même cadre : elle ne traduit pas nécessairement une adhésion au régime mais permet simplement plus de facilités dans la « démerde » de tous les jours. Mais il serait erroné de tout attribuer à une politique consciente « d'intégration » des travailleurs de la part de la bureaucratie. Elle n'en a pas les moyens et les efforts constants des

planificateurs tendent justement, à l'inverse, à diminuer la croissance relative des revenus et à la lier beaucoup plus étroitement à celle de la productivité (modification des normes, tentative d'introduire le salaire aux pièces, etc...). Au terme du plan 1971/75, force est de constater que cet objectif n'a pas été atteint. Les experts de l'ONU constatent que « dans bien des pays, la croissance des revenus réels, au

*cours du précédent quinquennat, a très largement dépassé les objectifs prévus, de sorte que la fixation d'objectifs moins élevés dans les plans de 1976/80 pourrait traduire l'intention de rétablir les relations structurelles entre l'augmentation des revenus et celle de la production ».*

En Tchécoslovaquie, cette tentance a été manifeste :

#### Pourcentage moyen de variation annuelle des salaires (16)

	revenu réel/habitant	salaire réel/salarié
1966-1970	plus 6,1%	plus 3,6%
plan 1971-1975	plus 4,1%	plus 2,5 à 3,0%
1971-1975	plus 4,5%	plus 3,4%
plan 1976-1980	plus 4,2%	plus 2,5 à 2,8%

Les planificateurs se heurtent ici à la plus vieille contradiction du régime bureaucratique, que l'industrialisation des quinze dernières années n'a fait qu'approfondir : la force sociale objective de la classe ouvrière : tous les « pays de l'Est » - excepté la Pologne et certaines républiques d'URSS - ont atteint durant la dernière période la limite de leurs réserves de main-d'œuvre (compte-tenu, bien entendu, du régime existant et de sa masse de parasites !). En Tchécoslovaquie, la croissance de l'emploi a nettement fléchi durant le dernier quinquennat et les prévisions ne sont pas meilleures pour les prochains : l'accroissement de la population active, qui était de 556 000 travailleurs entre 1966 et 1970, a baissé à 402 000 entre 1971 et 1975 et devrait s'établir, selon le plan, à 200 000 entre 1976 et 1980, à 80 000 dans les cinq années suivantes. L'apport de nouveaux travailleurs venus de l'agriculture ne semble pas devoir être massif, compte tenu des lenteurs que connaît encore l'industrialisation et de la croissance déjà réalisée du travail salarié de type industriel dans ce secteur. Au cours des dernières années, l'entrée des femmes dans la production a déjà largement eu lieu : 86,5% des femmes en âge de travailler ont une profession (88,7% pour les hommes). Le recours toujours plus important au congé maternité en est un indice : 145 000 en 1970, 227 000 en 1973, 345 000 en 1975. Enfin, même les retraités travail-

lent : ils sont 600 000 à exercer une profession, soit entre 8 et 10% de toute la population active (17) ! Malgré cette mobilisation extraordinaire des forces de travail disponibles, les planificateurs se plaignent du nombre de postes vacants. Le 30 octobre 1975, *Rude Pravo* indiquait que 300 000 postes de travail étaient vacants dans les transports et la construction; deux ans plus tard, V. Hula note encore qu'un « problème sérieux reste d'assurer la stabilisation du personnel dans les transports ferroviaires où, malgré les mesures adoptées, le nombre des travailleurs dans les professions déterminantes de l'exploitation baisse continuellement ».

Cette force objective de la classe ouvrière montre l'explosivité de toute prise de conscience collective des travailleurs. En général, l'opposition réformiste et démocratique ne le comprend pas, parce qu'elle ne voit que leur situation présente de dépolitisation, d'atomisation - que la chape de plomb bureaucratique a justement pour fonction de maintenir. Mais entre la révolte et la passivité, ce rapport de forces laisse aussi aux travailleurs une certaine marge de manœuvre pour des arrangements individuels, voire des formes de résistance partielle. Selon *Informacni Materialy* (18), plusieurs grèves se sont déroulées dans les derniers mois de 1973 qui ont, en général, contraint à retourner aux anciennes normes et systèmes de salaires. Dans quelques

cas (par exemple au métro de Prague), des assemblées de travailleurs ont voté contre le renvoi de signataires de la Charte 77. La résistance passive, sous forme d'absentéisme, reste toutefois la dominante. *Rude Pravo* écrivait, le 24 septembre 1976, que « la simple négligence coûte au pays 2,5 milliards de couronnes par an à cause de l'absentéisme estimé à 300 000 personnes par jour » - soit près de 5% de la population active !

#### PROBLEMES ECONOMIQUES

Le faible taux de productivité de l'ensemble de l'économie demeure ainsi la difficulté majeure que doit affronter la bureaucratie. Une difficulté dont l'origine est avant tout politico-sociale et non technique, comme le montre cette résistance passive des travailleurs. Mais ceux-ci ne sont, de loin, pas seuls en cause ! Le système bureaucratique produit nécessairement un gaspillage constant de ressources, dont la presse officielle se fait régulièrement l'écho. Le 2 décembre 1977, *Rude Pravo* publiait le rapport de Hula devant le Comité central, qui ressemble à un véritable cri d'alarme : 10% des entreprises n'avaient pas rempli le plan ! Et parmi celles qui le remplissent « un grand nombre n'accomplissent pas le plan quant à la structure de production. On ne réussit pas toujours avec la rapidité et l'efficacité nécessaires à éliminer certaines insuffisances de plus longue date dans les grands travaux, et cela notamment dans la concentration des forces sur les chantiers déterminants et dans la mise en service des capacités dans les délais planifiés » (19). Le lendemain, Husak lui succédait dans *Rude Pravo* pour critiquer « l'approche routinière du travail, la bureaucratie, la technique des alibis, la manière de toujours reporter les problèmes sur les autres au lieu de les résoudre soi-même » et il rappelait les cadres à l'ordre en affirmant « qu'aucun de ceux qui ont des responsabilités ne doit s'attendre à avoir une vie confortable » !

Il semble déjà que les objectifs du plan doivent être révisés en baisse, du moins dans certains secteurs importants tels que les projets de construction, les transports, le

commerce extérieur vers les pays capitalistes, où les objectifs n'ont pas été atteints.

La grande dépense d'énergie dans l'ensemble de l'économie est d'ailleurs l'un des problèmes les plus graves des Etats ouvriers dégénérés, que la crise mondiale (malgré ses répercussions plus lentes dans ces pays) n'a fait qu'aggraver. Tous les plans quinquennaux pour 1976/80 consacrent une place prépondérante à l'accroissement des ressources d'énergie, pour lequel des projets communs sont en développement au sein du COMECON (20). La Tchécoslovaquie y joue un rôle important, spécialement dans l'équipement des centrales nucléaires qui occupe la première place des projets-pilotes de la mécanique lourde. Mais vu les lenteurs de réalisation de ces projets, l'écart entre les besoins et les ressources va rester important et Hula en a déjà averti les travailleurs : *« L'approvisionnement sans à-coup en mazout, gaz naturel et gaz d'éclairage sera possible seulement sous un régime maximal d'économie dans la consommation et la distribution (...). Le désir - même motivé - de certains consommateurs de chauffer au mazout est irréel. Nous utiliserons toujours plus largement le pétrole brut en tant que matière première chimique et non pour le brûler. C'est une nécessité objective (21).*

Dans les Transports et la Construction, des contradictions analogues se manifestent. Selon les données officielles, le sous-développement des transports et du stockage ferait perdre 10 à 15% des livraisons totales d'engrais. Quand à la construction, son retard freine l'ensemble du développement : toujours selon Hula, 42% des entreprises de la construction (contre 25% en 1976) n'auraient pas accompli le plan en 1977. Ceci malgré l'apport de nouveaux travailleurs (plus 9000 par rapport à 1976 sur 542000) et un salaire moyen élevé dans ce secteur (2675 couronnes; augmentation de 3,6% durant les six derniers mois de 1977). Selon toute vraisemblance, ici encore, la bureaucratie va devoir opérer des choix drastiques pour éviter de tels goulets d'étranglement dans la réalisation des grands projets, au détriment de la construction et de la

modernisation des logements, qui restent des questions épineuses du niveau de vie des travailleurs. Allez ensuite faire comprendre les bienfaits du socialisme avec des logements insuffisants et sans chauffage à mazout !

Ces problèmes « classiques » de tous les Etats ouvriers dégénérés se doublent, en Tchécoslovaquie, de difficultés structurelles dues à son type d'industrialisation. Fournisseur de machines et de produits manufacturés, elle est fortement dépendante des échanges extérieurs. Au sein du COMECON, ceux-ci sont aujourd'hui fortement marqués par les besoins du rattrapage agricole de l'URSS : engrais chimiques, machines agricoles, où la RDA et la Tchécoslovaquie se sont spécialisées de longue date. Depuis quelques années, la coopération économique s'est étendue à l'industrie énergétique, à la fabrication d'ordinateurs (la production de semi-conducteurs à courant fort occupe la troisième place des projets-pilotes de mécanique lourde en Tchécoslovaquie), la pétrochimie, les échanges de technologie. Cette coopération tend cependant à une spécialisation obligatoire de chaque pays du COMECON qui d'une part accroît leur interdépendance (donc amplifie les difficultés interbureaucratiques, par exemple pour la fourniture de matières premières) et d'autre part ne porte que fort peu sur les besoins d'industrialisation des Transports et de la Construction qui se posent à un pays plus industrialisé. De là l'insistance que les planificateurs tchécoslovaques ont mis, il y a quelques années, sur une plus grande autosuffisance agricole (22) et surtout sur l'apport complémentaire du commerce avec les pays capitalistes.

Mais ce commerce ne peut que jouer le rôle de correcteur, soumis en outre aux aléas de la crise capitaliste. En dernière instance - y compris pour pouvoir exporter sur les marchés capitalistes en profitant des coûts salariaux plus bas - la maîtrise de ces problèmes passe, pour la bureaucratie, par un accroissement de la rentabilité du travail. Commentant le plan, le Premier ministre tchécoslovaque a indiqué que la croissance devrait être réalisée « grâce aux efforts de la main-d'œuvre existante ».

En pratique, cela signifie à la fois une croissance relativement plus modérée de la consommation (afin de dégager des fonds d'investissement) et des modifications du système des salaires et des prix. Comme on l'a vu pour le mazout, une telle politique tend inévitablement, dans la situation d'équilibre précaire de l'ensemble de l'économie, à accroître les conflits entre les choix d'investissement des planificateurs et la satisfaction des besoins des masses.

En 1972, le salaire moyen s'établissait à 2144 couronnes, mais avec d'importantes différences : 2884 couronnes pour un mineur, 2475 pour un cheminot, 1854 dans le textile, 1683 dans la confection. Le salaire des femmes est toujours d'environ un tiers inférieur à celui des hommes. Dans le plan pour 1976/80, les planificateurs ont prévu d'élever le salaire moyen mensuel de 2375 couronnes en 1975 à 2700 d'ici 1980, soit entre 13 et 15%. Mais jusqu'ici, les prix étaient très stables; or, au cours de l'an dernier le café, le sucre, le cacao, les textiles ont connu de fortes augmentations. On sait même que la simple apparition de la Charte 77 au début de 1977 a provoqué la panique des planificateurs qui ont reporté de quelques mois certaines augmentations de prix.

A la lumière de ces indices, les promesses du gouvernement d'accroître le revenu mensuel des ménages apparaissent avant tout comme un simple maintien du pouvoir d'achat des plus basses catégories salariales : l'objectif est d'atteindre, d'ici 1980, un revenu mensuel par personne de 1300 couronnes pour 60% des ménages et de réduire... à 10% les ménages où ce revenu s'établit à moins de 1000 couronnes par personne. Ce n'est pas demain que tous les travailleurs tchécoslovaques recueilleront les fruits de la « construction du socialisme » !

Echaudée par les révoltes de Pologne, la bureaucratie va sans doute procéder avec prudence dans ce domaine, comme d'ailleurs dans l'introduction de nouvelles normes. Mais elle ne peut éviter, dans sa logique, de s'atteler à ces problèmes

qui risquent dès lors de devenir la source de mécontentements plus profonds dans la classe ouvrière.

## OU EN EST L'OPPOSITION ?

C'est dans ce cadre que s'est développée la Charte 77 depuis maintenant plus d'une année. Son principal apport a évidemment été d'oser prendre certains droits légaux et de commencer à démasquer publiquement les injustices les plus criantes du régime bureaucratique : non respect des accords internationaux sur les libertés, interdictions professionnelles des opposants, limitations de l'activité syndicale, répression culturelle. Tout comme les formes de résistance partielle de la classe ouvrière, la Charte 77 joue ainsi un rôle très important de défense publique et immédiate qui brise quelque peu l'isolement des opposants et de tous ceux que le régime considère comme « non conformes ».

Mais sa signification va bien au-delà. Dans un article de bilan de l'opposition paru à la fin de 1977, Jiri Pelikan, porte-parole de la revue d'opposition *Listy*, souligne à juste titre la continuité de cette opposition démocratique par rapport aux mouvements de 1968 ou 1956 et d'autre part l'unité d'action entre plusieurs tendances (réformateurs d'origine communiste, révolutionnaires, socialistes, chrétiens) qu'elle a permis de réaliser. Il essaie ensuite d'en tirer des conclusions plus générales. Constatant que « la classe ouvrière joue un rôle essentiel dans les mouvements qui visent un changement », il remarque que celle-ci « n'intervient pourtant que de manière spontanée, sans programme et sans alliances, ou seulement dans une deuxième phase des événements, lorsqu'ils ont été mis en branle par les intellectuels ». Il en conclut : « L'expérience permet ainsi de conclure que les mouvements ont le plus de chances de succès lorsqu'ils allient les travailleurs, les intellectuels progressistes et la jeunesse, savent gagner le soutien, ou du moins la neutralité, d'autres groupes et peuvent agir en accord avec les courants oppositionnels dans le parti. » Mais il se retrouve ici devant une contradiction : soulignant que des mouvements à la

## LE PARTI REVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE

Pour présenter le PRST né au cours de l'été 1969, il nous paraît plus correct de nous limiter à reprendre sa description parue alors dans le très officiel « *Tvorba* » no 2 sous la plume du très officiel Vladimir Rasin qui était ce jour-là de service.

« La tactique de la contre-révolution est apportée par les tracts édités illégalement (sic) par des « organes » du prétendu « comité central du PRST ». Dans l'argumentation de ces publications, on peut trouver les échos de l'argumentation que nous avons souvent lue dans notre presse l'été dernier, les échos des opinions des discutailleurs qui s'occupaient d'un modèle spécial pour le socialisme en Tchécoslovaquie. Bien que l'idéologie de ces documents rappelle beaucoup les thèses du trotskysme connues depuis longtemps (re-sic), on ne peut pas ne pas remarquer un style respectant dans beaucoup de domaines la doctrine social-démocrate. Le problème central de ces « experts en idéologie » est de savoir comment continuer. Je ne pense pas offrir de publicité à ce « Parti révolutionnaire socialiste » mais si je dois caractériser ses buts contre-révolutionnaires, je dirai simplement que sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir au peuple armé » se cache la décomposition de la classe ouvrière et du PCT, la destruction du pouvoir d'Etat et la mise en cause de toute la production et par conséquent de toute l'économie en état d'anarchie désolante. »

Comme la lecture de cet article nous a davantage éclairés sur la personnalité (et le style) de M. Rasin que sur la nature du PRST, nous publions la conclusion de sa déclaration d'août 1969. Cette déclaration était suivie des mots : « lis, copie et fais passer ».

« Ceci est notre programme pour la période à venir :

1. Maintenir et soutenir par tous les moyens l'activité populaire, les actions indépendantes des travailleurs, s'informer mutuellement et garder le contact le plus étroit avec les travailleurs des autres entreprises.
2. Garder les position acquises dans le PCT, dans les syndicats, sur les lieux de travail.
3. En même temps créer de petits groupes sur la base de la plus stricte clandestinité. Les associer, les coordonner, créer en leur sein le programme de la lutte antibureaucratique, de la prise du pouvoir et aussi le programme de la société socialiste de l'avenir.

Commission idéologique du  
CC du Parti révolutionnaire  
août 1969 socialiste tchécoslovaque.

(« Le complot trotskiste en Tchécoslovaquie - textes de l'opposition révolutionnaire ». Cahier Rouge spécial. (Maspéro, 1970).

base ne seront que des « feux de paille » s'ils ne trouvent pas d'écho dans le parti, il ajoute que « de l'avis de nombreux anciens communistes, il sera beaucoup plus difficile, voire impossible, de trouver des membres du parti qui approuvent des changements dans le sens d'une libéralisation ou d'une démocratisation. » Cette dernière constatation confirme le bilan que nous avons tiré plus haut des changements dans le parti. Est-ce à dire qu'un « changement » est devenu impossible ?

Le développement de la Charte 77 démontre le contraire et infirme en partie le jugement de Pelikan. Ses premiers signataires (par exemple Mlynar) l'avaient en effet conçue dans le but d'exercer une nouvelle pression sur l'aile « réformatrice » du parti et de permettre ainsi la reconnaissance de l'opposition exclue après 1968. La réaction des autorités, le peu d'écho que la Charte 77 a trouvé dans l'appareil ont vite démontré l'erreur de ces calculs. En revanche, la Charte 77 a trouvé un large écho dans des couches nouvelles des intellectuels, de la jeunesse qui, pour certains, connaissent là leur première activité politique. Les signataires estiment que près de 200 000 personnes ont lu la déclaration fondamentale de la Charte 77 et que ses documents successifs (23) ont été lus par une dizaine de milliers de personnes.

La difficulté, à laquelle la conception très générale des « alliances » que propose Pelikan ne répond pas, réside en ceci que ces milieux intellectuels ou de la jeunesse, sensibilisés d'abord sur l'absence de possibilités d'expression culturelle, ont des préoccupations immédiates encore assez marginales par rapport aux soucis quotidiens des travailleurs. Ce n'est pas que ceux-ci se moquent des droits démocratiques ou des droits d'expression culturels (la plupart des jeunes sont d'ailleurs de jeunes travailleurs), mais ils comprennent très bien que la conquête effective de ces droits ne peut qu'ouvrir une crise politique et sociale dont ils ne sont pas sûrs (surtout après 1968 et avec la présence des troupes soviétiques) de sortir gagnants. Il n'y a donc pas de lien immédiat et facile entre ces diffé-



Petr Uhl et Hana Sabatova à Prague

rentes « composantes » du front anti-bureaucratique que Pelikan voudrait forger.

En revanche, au sein de la Charte 77, dans une frange d'avant-garde beaucoup plus restreinte, cette jonction peut être abordée. Le fait le plus caractéristique du mouvement de la Charte 77 est sans doute le regain de politisation qu'il a enclenché. Contrairement à 1968, il ne se déroule pas dans une aile du parti mais hors de lui, regroupant une partie des exclus de 1968, des militants de cette période et des forces nouvelles. Il semble qu'un débat interne se soit amorcé au cours des derniers mois, au travers de bulletins internes et la publication de « Cent ans de socialisme tchèque » en est un indice.

Toute l'expérience des mobilisations de masse anti-bureaucratiques montre que l'existence de tels regroupements semi-légaux d'opposi-

tion peut devenir le foyer d'une politisation et d'une réactivation des travailleurs s'ils se tournent consciemment vers eux. Le dossier de la Charte 77 sur la question syndicale était un premier pas dans ce sens. Mais il y en a certainement d'autres. La technique des « enquêtes publiques » entamée par la Charte 77 pourrait prendre une ampleur sensiblement plus importante (et commencer ainsi à relier les préoccupations de la jeunesse, des intellectuels et des travailleurs) si elle portait, par exemple, sur les modifications de prix, les conditions de logement, les transports publics, la condition des femmes, etc. - bref sur les multiples formes d'inégalités sociales et de parasitisme criant qui font la vie quotidienne des travailleurs. Du moment que Husak lui-même déclare la guerre à la « vie confortable » des cadres...

Si nous mettons l'accent sur ce type de perspectives immédiates pour un mouvement comme la

Charte 77 (24) c'est que nous partageons avec Pelikan l'idée que seule une jonction entre la lutte pour les droits démocratiques et les préoccupations des travailleurs pourra permettre d'opposer au régime bureaucratique un front plus large et gagner l'audience de la classe ouvrière. Mais à la différence de ses propositions, nous ne pensons pas que le fait de « gagner » ou non une aile de l'appareil soit ici l'élément déterminant. Celui-ci réside bien davantage dans les propositions programmatiques que l'opposition socialiste et révolutionnaire saura avancer, en particulier en soulignant le lien étroit entre les revendications économiques et sociales des masses (logements, refus des normes, etc.), les droits démocratiques tels que le droit d'association, le droit à des syndicats indépendants de l'État et la nécessité d'un contrôle direct des travailleurs sur les choix décisifs de la planification.

Des décennies de stalinisme et de régime bureaucratique ne portent pas spontanément les militants les plus politisés de l'opposition à mettre ces questions au centre de leurs préoccupations. Toute l'histoire de l'opposition réformatrice et légaliste en Tchécoslovaquie, de 1968 à aujourd'hui, le rappelle. Au sein de la Charte 77, le débat que sauront porter les militants révolutionnaires sera dès lors déterminant.

## NOTES

- 1) Voir l'article de Sibylle Plogstedt, «Am Beispiel der CSSR», Kursbuch No 30, décembre 1972, p.51-84, consacré au développement de l'autogestion et des conseils ouvriers en 1968/69. Elle rappelle que dans un premier temps, les travailleurs, appelés par les syndicats à créer des conseils d'entreprise, ont élu en majorité des techniciens bien qu'ils constituent les 2/3 des électeurs.
- 2) Voir «Le Congrès clandestin» (Seuil, Paris 1970). Dans son introduction, Jiri Pelikan rappelle que «à la différence des programmes traditionnels, le projet de thèses voit dans la socialisation des moyens de production et la planification non pas un but en soi, mais un point de départ moyennant lequel peut s'installer le processus permanent de libération de l'homme de toutes les formes d'aliénation (...) jusqu'au rôle de l'Etat en tant que tel» (p.14).
- 3) Données officielles de Michael Lang et M.Barta citées par S.Plogstedt.
- 4) Bilak est le représentant de l'aile dure de l'appareil, l'un des rares membres du

PCT qui aurait «appelé l'URSS au secours»!

5) Avant tout, les membres du CC du PCT qui se sont opposés à la ratification du protocole de Moscou après l'intervention: Kriegel, Sabata. Lors de son exclusion du CC à la fin mai 1969, Kriegel répéta: «Cet accord n'a pas été signé d'un trait de plume mais sous la menace des armes et des canons (...) mon exclusion masque un processus de restauration qui vise à légaliser l'intervention d'août». Les résistances dans le PCT ont donc duré un certain temps.

6) On trouve la déclaration du PSR (en allemand) dans «5 Jahr Normalisierung» (Verlag Association, Hamburg, 1973) ainsi que les principaux documents du procès qui a frappé ensuite ses animateurs. La déclaration du PSR, le manifeste de la Jeunesse communiste révolutionnaire tchécoslovaque ont été publiés en français dans «Le complot trotskyste en Tchécoslovaquie», Cahier rouge spécial (Maspéro 1970).

7) Jan Skala: Der «Normalisierungsprozess» in der CSSR (Menschen rechte, in Jahrbuch zu Osteuropa, Rororo aktuell 1977), p.189.

8) Aujourd'hui encore, la présence des Sovagues est faible dans la Charte 77.

9) L'ensemble de ce «tableau» est établi à partir des données de Jan Skala et de Sibylle Plogstedt; cette dernière cite les déclarations des bureaucrates après 1968.

10) Le PCT a proposé la réintégration des opposants exclus, à condition qu'ils fassent une autocritique. Ces propositions ont été vertement critiquées par l'opposition, en particulier dans «Listy».

11) Voir plus loin le chapitre «Où va l'opposition?»

12) La croissance de l'épargne (voir tableau ci-après) en est un signe!

13) Le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Handbuch DDR 1977, Rororo Aktuell) a établi ces données (p.241) sur la base des statistiques du COMECON. Peu suspect de dresser une image positive des pays de l'Est, il constate lui-même qu'en RDA «l'équipement des ménages en biens de consommation durables a atteint un niveau relativement élevé» (p.236).

14) Etude sur la situation économique de l'Europe 1976, 2e partie, Nations-Unies, p.126 (comparaison avec la RFA, d'après source note 13).

15) Lors du concert pop sévèrement réprimé l'automne dernier on a entendu pour la première fois des manifestants crier aussi contre les augmentations de prix. C'est le seul cas connu jusqu'ici.

16) cf. note 14.

17) idem.

18) Journal de l'opposition socialiste révolutionnaire tchécoslovaque, publié dans la clandestinité depuis 1969. Informaci Material et Listy sont les deux organes de l'opposition et paraissent régulièrement depuis plusieurs années.

19) Hospodarske Noviny 28/77 (édition française).

20) L'essentiel doit être développé en URSS, avec l'aide des autres pays du COMECON. L'ONU (cf. note 14) donne des indications importantes à ce sujet montrant que ces projets vont croître



En vente 10, impasse Guéméné, 75 004 Paris. Prix : 6 F.

## un dissident marxiste en prison en r.d.a.

### LE SCANDALE RUDOLF BAHRO



éditions la brèche

En vente 10, impasse Guéméné, 75 004 Paris. Prix : 5F.

la dépendance énergétique des pays du COMECON à l'égard de l'URSS.

21) Hospodarske Noviny 28/77 (édition française).

22) Celle-ci portait surtout sur les céréales, indispensables à la fourniture régulière de viande (qui a nettement augmenté en RDA, CSSR). En revanche, pour d'autres produits tels les fruits et légumes («l'autosuffisance» est loin d'être réalisée, créant des arrivages irréguliers. Ce type de développement est typique de la réalisation des besoins de consommation en régime bureaucratique. Comme pour les TV, radios, voitures, la bureaucratie axe le plan sur la satisfaction de certains produits (typiques du «standing» occidental) mais est incapable d'en élargir l'éventail - sans parler même de dépasser les pays capitalistes!

23) Les principaux documents ont été consacrés aux interdictions professionnelles, à la situation syndicale, aux cas de répression (en tout une quinzaine).

24) En Pologne, un journal «Le Travailleur» est apparu récemment et indique la même orientation.



# Pour une société des travailleurs

*Malgré ses ambiguïtés, le Printemps de Prague a démontré la force des idéaux socialistes et la force du mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'un des premiers gestes du gouvernement Husak fut d'abolir les conseils d'entreprise*

Ludwig KAVIN

*Nous reproduisons ci-dessous le texte de l'intervention que fit Ludwig Kavin lors du forum sur « les oppositions en Europe de l'Est » pendant le rassemblement des 27-28 mai organisé par la LCR et Rouge à Paris. Les autres orateurs qui participèrent à ce débat n'ont malheureusement pas rédigé leurs contributions; avaient été également invités Alexandre Smolar, ancien participant au grand mouvement étudiant de juin 1968 en Pologne, Victor Feinberg (un des participants à la manifestation de la Place Rouge à Moscou contre l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968) qui avait tenu à être présent mais qui laissa à Léonid Pliouchtch le soin de présenter la situation en URSS (cf. compte-rendu dans le numéro spécial de Rouge du samedi 10 juin).*

*Ludwig Kavin, la trentaine, est un ancien étudiant en philosophie-politique. Il était membre du PCT avant le Printemps de Prague (avec des responsabilités sur le plan de l'université). Il est, ainsi que sa femme, Nika Brettschneider (actrice), signataire de la Charte 77. Il a été contraint à exercer en Tchécoslovaquie des emplois sous-qualifiés - quand il en a trouvé ! -. Il sait, de même que Nika, ce que veut dire la répression politique dans l'activité professionnelle, dans ce pays qu'ils furent donc amenés à quitter, avec leur petit enfant, en juillet 1977 pour l'Autriche. Il est en train de rédiger une thèse sur le Printemps de Prague. Il est marxiste et proche de ceux qu'on appelle en Tchécoslovaquie, les « communistes radicaux ».*

● Chers amis et chers camarades, votre invitation à ce forum me permet de vous présenter mon point de vue sur l'évolution de la société en Tchécoslovaquie, prétendue socialiste, depuis le Printemps de Prague en 1968 jusqu'à la Charte 77. En conclusion je reviendrai sur les problèmes tactiques posés aux tendances oppositionnelles dans ma mère-patrie; et j'essaierai de vous présenter mes opinions sur les divergences politiques qui existent au sein de l'opposition en Tchécoslovaquie.

Dans les années 1960, des éléments de démocratie se sont introduits de plus en plus dans la vie sociale. Ces éléments s'introduisaient surtout dans la structure du Parti communiste tchécoslovaque. Naturellement, des tendances post-staliniennes très fortes se sont aussi manifestées qui avaient pour but de conserver le statu-quo. Disposant des moyens du pouvoir, ces tendances et leurs représentants, essayaient de faire taire les voies critiques sur la situation sociale qui s'élevaient dans les sphères politiques et culturelles. Les efforts en vue de redresser la situation sociale et de surmonter la crise par une réforme politique et économique, se manifestaient de plus en plus dans l'idéologie ambiante au sein même des organes du Parti, y compris dans les instances politiques officielles concrètes du Parti. C'était surtout le courant progressiste au sein du Parti qui essayait de surmonter cette crise. Une condition préalable à tout changement était, selon nous à l'époque, et

selon moi encore, de changer les organes du Parti et de changer ensuite les organes de l'Etat sur le plan des personnes et partiellement même structurel, de changer leur rapport interne et leur rapport aux organismes sociaux. Nous étions persuadés que le poisson commence à pourrir par la tête - ce qui me semble être toujours la conclusion d'une analyse correcte. Quand, au début de 1968, Novotny a été remplacé dans ses fonctions de Premier secrétaire du Comité central du PC par Dubcek, beaucoup de gens l'ont perçu comme une révolution de palais. Ce n'est qu'après le remplacement d'un nombre plus grand de personnes et surtout après l'acceptation du programme d'action du Parti communiste, que la plupart des membres du PC et des autres citoyens ont compris qu'il pouvait s'agir d'un changement plus profond et plus fondamental. Cela produisit une éruption d'opinions et de points de vue politiques et prépara une rupture dans le développement social, formulée d'une façon confuse, naturellement sur la base des acquis sociaux et économiques des années 1945-1947.

Il faut constater que, selon les opinions des groupes les plus variés qui avaient une influence au moins partielle sur les événements politiques, il ne devait pas s'agir d'une période nouvelle, sur le plan qualitatif, de la vie de la société. Il devait s'agir d'une réforme du système. Sur le plan des relations internationales, il n'était pas envisagé de changements profonds: les appels à une position de neutralité étaient sans aucune influence. Seule une autonomie relative dans le cadre du COMECON et du Pacte de Varsovie, était demandée. Les conceptions économiques visaient surtout à trouver une solution dans le cadre d'une situation où le gouvernement dogmatique du Parti et de l'Etat était basé seulement sur un plan économique qu'il dirigeait de façon inamovible comme un *deus ex machina*. Les relations entre les besoins du plan et le marché n'étaient pas du tout prises en considération. Le caractère bureaucratiquement centralisé de la planification et la gestion de l'économie qui dépendait étroitement des besoins de l'économie soviétique, ont conduit à une crise. Même les conceptions du développement des institutions politiques provenaient, y compris dans leur orientation progressiste, du besoin de maintenir le rôle dirigeant du

Parti communiste. Les autres organisations politiques, syndicales et sociales ne devaient obtenir qu'un peu plus d'air.

Malgré cela, le Printemps de Prague a semé dans les cœurs et les têtes des gens, de nombreux espoirs. Il s'est déroulé en se transformant d'une révolution de palais embrumée, en mouvement de masse visant la démocratie et cherchant à se débarrasser des multiples erreurs des vingt dernières années. Les citoyens ont signé un chèque en blanc à Dubcek pour qu'il réalise en fait sa propre politique. Si on analyse sous divers angles les idées de ce gouvernement, elles étaient pourtant loin d'être conséquentes (je ne veux pas développer longuement ce thème ici, sur lequel je travaille de façon plus importante par ailleurs). Malgré cela, ces idées et le déroulement de plusieurs mois ont démontré la force des idéaux socialistes et la force du mouvement des travailleurs.

Cet élément intéressant du Printemps de Prague fut par exemple les Conseils d'entreprise qui eurent de nombreux adversaires. De nombreux fonctionnaires de tendance progressiste dans le Parti ont eu un regard sceptique à leur égard. Ces conseils devaient jouer un rôle important dans la gestion des entreprises et dans la structure de la vie économique-politique tchécoslovaque. Ils devaient, en tant qu'organes autonomes des travailleurs, remplacer le rôle du PC et des organes d'Etat, partiellement dans le domaine des décisions, du contrôle du personnel, et de la gestion des entreprises. Il est intéressant de souligner que jusqu'en août 1968, ces conseils ne se sont créés qu'au moment du plus grand danger - rétrospectivement, nous pouvons dire : trop tard -, c'est-à-dire après l'occupation de la Tchécoslovaquie au mois d'août 1968, dans la période où les travailleurs ont compris que « maintenant » tout était en jeu, et où ils voulaient prendre la gestion des affaires dans leurs propres mains. Il y a eu environ 800 000 membres actifs qui participèrent à ces conseils et qui représentaient une force remarquable mettant en danger par exemple la position du régime de Husak après avril 1969. C'est pourquoi un des premiers gestes du gouvernement néostalinien fut d'abolir ces conseils.

L'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique représentait une défaite politique pour l'Union sovié-

que. Les idées démocratiques continuaient à se manifester (ce dont témoignaient les Conseils de travailleurs dont je viens de parler) et ceux qui portaient ces idées, les travailleurs et leurs alliés réels, continuaient, avec difficultés, à lutter contre les chars et contre ceux qui avaient trahi le développement progressiste de la société. Ces forces et ces idées ne furent finalement vaincues, après un temps relativement court, que dans la période de la soi-disante « consolidation », c'est-à-dire normalisation, qui a commencé par l'arrivée de Husak au poste de premier Secrétaire du PC, et qui selon les dires de Husak se serait officiellement terminée dans les années 1973-1974. A vrai dire, cette normalisation tentée par le Parti communiste tchécoslovaque, à la fois

tastique à propos du premier vol d'un cosmonaute tchécoslovaque, Remek. C'est justement dans les années 1973-1974, quand Husak déclarait la normalisation achevée, que l'opposition politique, après deux ou trois années d'un silence absolu, a repris la parole. Ce ne furent d'abord que de petits groupes variés d'anciens prisonniers politiques, d'anciens membres et fonctionnaires du PC, de membres de l'opposition socialiste radicale (proches de la IVe Internationale), des chrétiens en lutte, des socialistes réformistes, et des intellectuels et artistes sans orientation politique précise. (Brièvement, à propos du mot « groupe » : il s'agit d'un terme qui permet de constater qu'en Tchécoslovaquie il existe des tendances politiques et idéologiques différentes à l'intérieur



Mutualité, Paris 1972. Meeting contre la répression en Tchécoslovaquie.

stalinien d'hier et d'aujourd'hui, n'a pas été réussie dans les années 1976 ni jusqu'à ce jour. En 1970, environ un demi-million de membres, souvent les plus actifs et les plus progressistes, ont été exclus du PCT. Dès le début, Husak n'avait en fait aucune chance de réaliser sa vision de la normalisation de la société tchécoslovaque, avec ce nouveau parti mutilé néostalinien et pragmatique. Malgré cela, il a continué à tenter cette normalisation par les moyens les plus variés. Ces derniers temps, ce fut par exemple une propagande nationaliste fan-

de l'opposition, mais nous ne devons ni ne pouvons confondre ce terme avec l'idée d'organisation : premièrement, il n'existe pas une réelle orientation politique de ces groupes, indispensable à la vie d'une organisation; deuxièmement, en parlant d'organisation, on donnerait des armes à la police secrète qui ne se gêne pas pour ramasser n'importe quel matériel comme preuve, même indirecte, contre l'opposition à son régime.

Les citoyens les plus actifs, les membres de l'opposition intérieure en Tchécoslovaquie se sont réunis

vers la fin de 1976 et au début de 1977 sur une plate-forme commune en signant la Charte 77. Ceci a eu, a et aura dans l'avenir une importance de plus en plus grande. Où se situe, selon moi, l'importance de ce rassemblement autour de la plate-forme de la Charte ?

1. Le réseau de ceux qui critiquent publiquement le régime n'est plus limité comme auparavant aux communistes réformistes. Avec eux et avec l'intelligentsia, se joignent sur la plate-forme de la Charte des travailleurs et des jeunes. Par exemple, deux-tiers des signataires de la Charte n'ont jamais été membres du PCT.
2. Un aspect important de la Charte réside à mon avis, dans le fait que s'y manifeste la pensée politique de la génération qui a la trentaine aujourd'hui, et d'une génération plus jeune qui n'a pas vécu par son expérience propre 1968, et qui n'a vécu que l'oppression et la stérilité de l'idéologie officielle et du pouvoir politique des années 1970. Ce n'est que sur le terrain de la Charte et de la réaction du régime par rapport à la Charte, que ces jeunes gens ont eu leur première occasion de participer à la critique du régime et d'observer comment celui-ci réagit. Si l'on met de côté le scepticisme qui est un phénomène représentatif d'une grande partie de la jeune génération, des groupes de jeunes participent au travail de la Charte, et la sympathie de la majorité écrasante de la jeune génération va à la Charte.
3. Je vois un autre aspect important de la Charte dans le fait qu'elle a donné une impulsion à la vie idéologique, qu'elle a provoqué des discussions idéologiques politiques concrètes, qui sont, surtout en ce moment, importantes pour la vie de la Charte : il s'agit de discussions sur les perspectives du développement de la société tchécoslovaque, qui ne sont pas closes jusqu'à maintenant; elles partent de points de vue démocratiques et socialistes et je ne pense pas qu'elles soient en aucune façon une manifestation de tendances sociales réactionnaires. Au contraire, elle cherchent à combattre la politique officielle soviétique qui est nationaliste et néo-coloniale ainsi que la bureaucratie tché-

coslovaque qui est le fruit du totalitarisme de la société soi-disant socialiste.

Le milieu critique du régime tchécoslovaque s'est mis d'accord sur une stratégie commune. Le Parlement tchécoslovaque a ratifié en 1976 le traité international sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que le traité international sur les droits civiques et politiques, qui avaient été auparavant signés par ses représentants à Helsinki. Depuis lors, les citoyens de la Tchécoslovaquie ont le droit et l'Etat a le devoir de respecter ces engagements. C'est cette réalité que nous voulions souligner en signant la Charte et en publiant le document principal et seize autres ainsi que beaucoup de matériel créé sur le terrain de la Charte.

Le régime a réagi par rapport à la Charte et à ses signataires avec une hystérie remarquable des mass media et la répression. Nous étions emmenés aux «interrogatoires» (quelques-uns étaient arrêtés). Dans beaucoup de cas, ces «interrogatoires» duraient des journées entières et ont même conduit à la mort «naturelle» de certains. En fait cette mort a été le résultat de ces «interrogatoires» et d'autres actes de répression. Le cas le plus connu est celui du professeur Jan Patočka, porte-parole de la Charte, mais aussi il y a celui d'un jeune ouvrier signataire qui, dans un moment de dépression, a choisi de se suicider plutôt que de reprendre sa signature. Il s'appelait Joseph Kasik. Des pressions énormes ont été exercées sur les familles; par exemple, moi, qui étais assistant en philosophie et, depuis 1970, travaillais comme ouvrier non qualifié, ai perdu mon travail après la signature de la Charte; ma femme, actrice également. Nous nous sommes retrouvés à la charge d'un cercle d'amis non signataires qui nous ont aidés financièrement malgré leur situation difficile. Notre fils qui n'avait même pas deux ans a été chassé de la crèche sous la pression de la police d'Etat, ce qui nous a gêné pour chercher un nouvel emploi, même mal payé. Y compris des membres lointains de la famille, qui n'étaient pas du tout engagés, ont été «interrogés» par la police dans le but de les faire parler sur nous et de détruire des liens familiaux. Des menaces ont été exercées sur nos amis et la famille, là où ils travaillent, pour qu'ils nous renient et refusent de nous aider.

C'est sous de telles pressions et quelquefois pires que se sont retrouvés la plupart des signataires. De juin 1977 à mars 1978, le gouvernement a tenté une liquidation lente et sournoise de la Charte. Le régime a essayé d'exploiter et d'élargir les divergences idéologiques entre les signataires. Cette tactique a échoué; voilà pourquoi, après mars de cette année, la répression a augmenté. Des sympathisants de la Charte sont arrêtés ainsi que des signataires moins connus. Des gens sont battus par la police et les «interrogatoires» quotidiens sont redevenus courants. Une grande partie des gens se sont retrouvés au chômage - ce qui, en Tchécoslovaquie, est dramatique parce que le chômage n'étant pas censé exister, il n'existe donc pas la moindre allocation. Au bout de six semai-



nes de chômage, les chômeurs sont devenus «parasites sociaux selon la législation tchécoslovaque», font l'objet de l'attention permanente de la police criminelle. Ils doivent prouver qu'ils n'ont été admis dans aucun poste de travail. C'est un cercle vicieux. Et la Tchécoslovaquie demeure sur ce plan-là le pays de Kafka.

Le nombre de signataires de la Charte a atteint le millier à l'heure actuelle. Le nombre de sympathisants actifs a considérablement augmenté également. Depuis l'année passée, les

citoyens tchécoslovaques sont, grâce à l'influence et au courage des signataires, de moins en moins angoissés, et élèvent de plus en plus la voix dans leurs critiques. Cela est sûrement aussi la conséquence de l'aggravation de la situation économique qui a ces derniers temps plus qu'auparavant frappé les habitants du pays.

La Charte demande la liberté de la presse, de la parole, de rassemblement, de déplacement, etc. Les signataires tentent d'élargir leurs contacts avec les autres parties de la société. Ils essaient d'informer les gens de leurs buts. En même temps, ils discutent dans des conditions très difficiles propres aux régimes totalitaires, sur les possibilités de réaliser leurs projets, et sur les problèmes auxquels la société tchécoslovaque est confrontée. Depuis la liquidation des conseils d'entreprise, les travailleurs n'ont rien à dire sur la production, aucune possibilité de participer aux décisions et aucune possibilité de s'organiser dans des syndicats libres.

Les discussions menées dans certains groupes portent également sur ces problèmes : elles traitent des questions de l'autogestion des travailleurs et de la possibilité éventuelle de fonder des syndicats libres.

Sur ce plan, je considère comme très positive l'initiative importante des syndicalistes italiens de gauche, dont le porte-parole a promis la solidarité et l'aide dans le cas où les syndicats libres seraient créés. Actuellement déjà des syndicalistes italiens aident financièrement un groupe de signataires au chômage qui ont tout à fait besoin de cette aide. Ils ont besoin de l'expression très concrète de la solidarité (idéologique, mais à l'heure actuelle, aussi financière, de la part des mouvements syndicaux de gauche de l'Europe occidentale). Nous avons accueilli très favorablement aussi l'initiative très importante des syndicats français dont j'ai beaucoup entendu parler et dont je suis persuadé qu'elle aura une très grande importance dans l'histoire du mouvement des travailleurs et dans l'histoire des relations de la gauche occidentale avec le mouvement oppositionnel anti-bureaucratique et avec le mouvement pour les droits de l'homme en Europe occidentale.

La Charte est le début d'un mouvement qui, d'après moi, aura des conséquences plus importantes que le

Printemps de Prague. La Charte n'a pas de programme politique, mais elle a une force morale et politique très importante pour l'avenir. Elle représente un point de départ, qui mène à la naissance de conceptions politiques et de forces politiques qui aideront à dépasser qualitativement l'état actuel de la société tchécoslovaque pré-

coslovaque dans l'état actuel. Leur conservatisme stimule d'ores et déjà l'opposition qui les met en danger et qui représente l'espoir des peuples de l'Europe centrale et orientale, et celui des courants progressistes de gauche du reste de l'Europe : il s'agira de changements révolutionnaires contre le totalitarisme, contre la bureaucra-

## L'ANNIVERSAIRE DES BUREAUCRATES

*Rude Pravo* du 5 janvier publie un texte commémorant le dixième anniversaire du plenum de janvier 1968 du CC du PCT (celui qui avait été à l'origine du «Printemps de Prague»). Les réformes d'abord envisagées étaient tout à fait positives, estime-t-on aujourd'hui, tant dans la période précédente, «les principes du centralisme démocratique étaient violés»... «la démocratie étouffée» et l'on pouvait même noter des «manifestations de bureaucratisme... et les liens insuffisants des organismes dirigeants avec les organisations de base». D'où venaient ces «manquements graves à la démocratie socialiste»? L'explication fondamentale est la suivante : «Les erreurs commises par Novotny avaient pour origine certains traits de son caractère : arrogance, subjectivisme, mégalo-manie et méfiance envers les hommes ainsi que la violation du principe de la collégialité de la direction. Ces erreurs ont été aggravées par une attitude conformiste de ses collaborateurs les plus proches» ! Mais alors que s'est-il passé ? C'est que dans la brèche ouverte par la «critique justifiée des erreurs», se sont infiltrés «l'opportunisme de droite et le révisionnisme (qui) ne sont pas nés d'un coup après janvier 1968... et (dont) les éléments d'origine petite-bourgeoise et le milieu de la bourgeoisie scrasée (sic) en ont constitué les racines sociales.»

Les deux critères infallibles de cette «dégénérescence» d'un processus positif étaient

a. «La chasse à ceux qui sont fidèles au socialisme, à l'internationalisme prolétarien, au marxisme-léninisme»;

b. mais surtout c'est qu'on «voyait pousser comme des champignons de nombreux groupes et organisations illégaux mais fonctionnant en toute liberté et dont le programme unique était la revanche pour février 1948, la liquidation des conquêtes réalisées au cours de l'édification socialiste». Voilà qui justifie pleinement l'intervention des armées sœurs «sollicitée» par «les communistes et citoyens honnêtes de notre pays». Et «c'est ainsi qu'on a sauvé le socialisme». Grâce au camarade Gustav Husak, «la démagogie vulgaire dont nous avons été témoins au temps du soi-disant 'Printemps de Prague'» a été remplacée par «le mot d'ordre 'face aux masses'» ! (sic). Ce qui fait que «le programme clair défini par le XVe congrès du PCT... comme en témoigne la période qui s'est écoulée (depuis) est devenue l'œuvre la plus chère de tout notre peuple».

(Citations extraites du bulletin d'information bimensuel édité à Prague par les Editions internationales «Paix et socialisme»).

tendument socialiste. Elle représente une impulsion morale. Mais ce seront les bureaucrates soviétiques et tchécoslovaques qui se chargeront de l'impulsion matérielle. Ils ne peuvent pas faire autrement parce qu'ils veulent les richesses. Ils ne peuvent profiter de leurs privilèges bureaucratique-bourgeois que s'ils maintiennent la Tché-

tie, contre la monopolisation du pouvoir. La date de tels changements reste une question pour les prophètes. A l'heure actuelle, ce qui est important, c'est l'analyse permanente et de plus en plus profonde du développement de la société tchécoslovaque, et dans ce cadre, l'effort pour concevoir des solutions pratiques. C'est surtout la

solidarité de la gauche occidentale qui peut aider l'opposition tchécoslovaque au pays et en exil.

En conclusion, je veux présenter plusieurs revendications que je considère avec mes amis tchécoslovaques comme étant les plus actuelles et urgentes surtout par rapport au dixième anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie par des soi-disant armées fraternelles : je veux vous demander le soutien à ces revendications :

1. Abolition des interdictions professionnelles en Tchécoslovaquie. Depuis 1969, environ un demi-million de personnes en ont été frappées, allant d'anciens membres du PC, jusqu'à des chrétiens, en passant par des gens dont les idées sont issues de la IVe Internationale. Jusqu'alors des dizaines de milliers de personnes en souffrent, qui ne sont pas autorisées à exercer leur profession et qui sont contraintes de travailler dans des emplois sous-qualifiés.

2. La libération des prisonniers politiques : depuis 1969 il y a eu en Tchécoslovaquie 6000 prisonniers politiques. Je veux souligner entre autres la revendication de la libération de Jiri Lederer (journaliste), signataire de la Charte qui a été condamné à trois ans de prison ainsi que Jiri Cerny (ouvrier), condamné également à trois ans de prison pour avoir collé des affiches et qui est gravement malade. Cerny est un militant anti-fasciste qui a été emprisonné dans les camps hitlériens. Depuis plus d'un an sont emprisonnés également Lastuvka et Machachek (techniciens) et, depuis le mois dernier, Petr Cibulka (ouvrier), Libor Chloupek (bibliothécaire) et Petr Pospichal (apprenti boulanger). Ils sont tous travailleurs et peu connus et leur libération exige une grande solidarité internationale.

3. Le départ des armées soviétiques de la Tchécoslovaquie : Husak a déclaré en 1969 qu'après la normalisation du pays, il mènerait des discus-

sions sur toutes les questions, y compris le départ des armées soviétiques. A l'heure actuelle, Husak et la direction du parti ont besoin de la présence des armées soviétiques en Tchécoslovaquie. Mais le peuple ne les acceptera jamais. Le peuple désire le respect des droits de l'homme, la liberté, la démocratie et le socialisme, une société de travailleurs. L'occupation et la caste bureaucratique rendent toutes deux impossibles la liberté et la démocratie. Cette occupation est l'expression d'une politique chauvine de grande puissance à l'encontre de la nation tchécoslovaque et dirigée contre les travailleurs.

**Abolition des interdictions  
professionnelles !**

**Libération des prisonniers politiques !**

**Dehors les chars soviétiques !**

**A bas la bureaucratie !**

**Pour une société des travailleurs  
en Tchécoslovaquie !**

#### LA MEME PERIODE VUE PAR LE PCF AUJOURD'HUI

D'un point de vue factuel, l'attitude du PCF par rapport à l'intervention des armées du Pacte de Varsovie marque une coupure politique importante : pour la première fois la direction du PCF exprimait publiquement et explicitement sa « désapprobation » de la ligne et de la pratique du Parti communiste de l'URSS. Ceci était d'autant plus étonnant que la situation n'était apparemment pas qualitativement différente de l'intervention des chars soviétiques à Budapest en 1956, pourtant couverte et approuvée à 100% par le même PCF. C'était le début du processus de désintégration du mouvement communiste international que nous n'avons pas fini de voir se dérouler et s'accélérer devant nous. Dix ans après, voilà la version PCF « eurocommunisée » du Printemps de Prague dont on verra sans mal à quel point elle diffère de celle du « parti frère tchécoslovaque » :

« Le fil directeur, la raison d'être de tout ce programme, c'est avant tout de mettre en

place un « nouveau type de démocratie socialiste » qui passe par l'instauration d'un « nouveau système de direction politique ». Ainsi, tirant la leçon du passé, où le rôle dirigeant du parti signifiait la concentration exclusive du pouvoir entre ses mains, le parti doit désormais assumer ce rôle, non plus en dominant la société, mais en contribuant, par le travail de ses membres et la vérité de ses idéaux, à son développement « libre, progressiste et socialiste ». De même : « la politique du parti ne doit pas conduire à ce que les citoyens non-communistes aient le sentiment qu'ils sont limités dans leurs droits et libertés par le rôle dirigeant du parti, mais au contraire, à ce qu'ils voient dans l'activité du parti la garantie de leurs droits, libertés et intérêts ».

De cette conception découle une nouvelle définition du rôle et des responsabilités de l'Etat, des organisations de masse (ex. Front national) et du syndicalisme. La confusion entre le parti et l'Etat

est abandonnée; les syndicats doivent développer leur fonction de défense des intérêts des travailleurs; le Front national, jouissant de droits indépendants et de responsabilités propres dans la direction de l'Etat et de la société, doit rendre possible l'expression de la pluralité des différents courants politiques, philosophiques et religieux.

Les libertés individuelles et collectives (association, expression, circulation) seront l'objet d'un soin particulier. Concernant le problème des nationalités l'égalité des Tchèques et des Slovaques devra désormais s'accomplir dans les faits.

Pressentant que les adversaires idéologiques du socialisme profiteront du processus de démocratisation, le texte indique : « il convient de suivre le principe qui veut qu'on ne combatte l'idéologie bourgeoise que par une lutte idéologique publique ».

(France Nouvelle, no 1692,  
17 avril 1978)

# Où en est la Charte 77 ?

*La Charte se voulait informelle : ses partisans s'organisent ; elle ne voulait pas de programme, on en discute plusieurs la critique s'approfondit tandis que l'audience ne cesse de s'élargir. L'opposition tchécoslovaque franchit un seuil*

Georges XY, rédacteur de Infomat

● L'existence de la Charte 77 fut rendue publique le 1er janvier 1977. L'un des points fondamentaux de son appel stipule que « La Charte 77 n'est pas une organisation, elle n'a pas de statuts, ni d'instances établies non plus que d'adhérents formellement organisés... Elle ne constitue pas un point de cristallisation pour l'activité politique oppositionnelle. Elle n'entend pas rédiger son propre programme de réformes et de changement social, mais son but est d'établir... un dialogue constructif avec le pouvoir d'Etat... ».

Nous n'avons pas signé la charte 77 pour ce qu'elle n'est pas, pour ce qu'elle ne dit pas, mais pour ce qu'elle pouvait être, pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle dit vraiment. Nous pouvions prendre son ton modéré pour une manœuvre tactique nécessaire lorsque la majorité de la nation est rongée par l'esprit de collaboration silencieuse et de corruption tandis que le reste sent la main arbitraire de la police sur son épaule. Qui que ce soit croyant sincèrement à la possibilité d'un dialogue constructif avec les autorités politiques et étatiques en Tchécoslovaquie est certainement, à l'heure qu'il est, s'il a signé la Charte 77, guéri de cette illusion, ne serait-ce que par une série de pseudo-dialogues stériles avec la police secrète. C'est devenu parfaitement clair : le pouvoir politique d'Etat n'engagera aucun dialogue avec la Charte à



moins d'y être forcé. Mais dans la mesure où la Charte ne s'est pas, intentionnellement, dotée d'un programme de réformes, et n'entend pas centraliser les activités des opposants, elle ne peut pas forcer les autorités à engager le dialogue en question. Pour cela, il lui faudra aller plus loin. En d'autres termes, selon son appel, la seule chose que la Charte voulait faire, pouvait faire et a fait réellement, c'est attirer l'attention sur la non application des deux pactes internationaux sur les droits humains, et engager le dialogue, rationnellement, sur cette non-application. Cela n'est pas suffisant, cependant, étant donné la profondeur de la crise sociale en Tchécoslovaquie. La Charte, pour nous, constituait la première initiative publique d'envergure qui, regroupant des oppositionnels - pourquoi craindre ce mot comme la peste ? - éparpillés, deux ans durant, dans leur ghetto, leur permettait de

trouver une base sociale et, par l'aide mutuelle, ouvrait une perspective à l'activité individuelle ayant régné jusqu'alors, en lui donnant une forme plus sociale et un objectif plus précis.

A ce stade, nous atteignons le seuil du cadre légal fixé par la juridiction tchécoslovaque que nous pouvons difficilement respecter plus longtemps. Nous ne pouvons plus nous restreindre plus longtemps à des appels dont nous ne maîtrisons pas les conséquences et sans dire clairement que nous sommes une opposition. Nous leur avons donné un an d'essai : le résultat de cette année nous a affranchi de toute modération.

Il est clair que personne ne va tenter de créer une organisation à partir de la Charte 77. C'est une association trop large et trop informelle pour cela. Mais personne ne peut prétendre que la Charte n'est pas à même d'avancer son propre programme de façon à agir en fonction de sa critique de la réalité sociale plus concrètement, plus agressivement ; de façon à attirer davantage de citoyens dans le mouvement, et à devenir, tout en conservant les bases d'un mouvement pour les droits humains, une force politique réelle capable de coordonner de larges actions, expressions de l'opinion publique et offrant une alternative aux moyens de communication inexistantes...

Chacun sait, même la police, que la Charte comprend des courants idéologiques différents. Cela ne signifie pas que la Charte devrait restreindre leur activité indépendante. Au contraire. On peut trouver de nombreux cas où la Charte devrait leur apporter un soutien, surtout lorsqu'il s'agit d'actions de masse. Actuellement, la Charte s'adresse à un large public et le touche, à travers une telle multitude de canaux que la police ne peut espérer arrêter la communication.

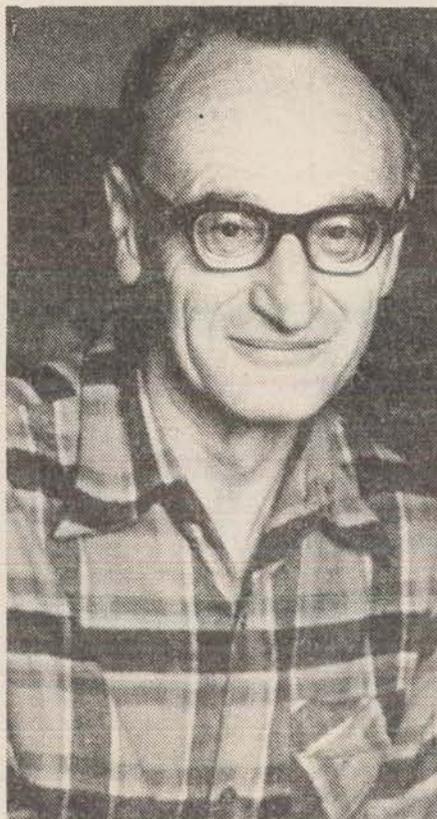
Il n'y a pas eu de dialogue avec les autorités. Probablement il n'y avait pas de dialogue possible. Désormais, il y a bien un dialogue ouvert, mais entre nous-mêmes. Nous avons des tas de choses à discuter et nous ne devons sûrement pas avoir peur de lancer une discussion entre nous qui partageons le même langage et les mêmes intérêts.

Durant cette année, nous nous sommes habitués aux méthodes policières, nouvelles ou bien connues mais souvent pratiquées. Nous avons réagi par des rapports, des plaintes,, des protestations tandis que quelques cas étaient publiés par la presse étrangère progressiste. Mais rien n'en est sorti. La police a continué ses attaques et même, à l'occasion, a réalisé certains progrès. Depuis l'existence de la Charte, la répression en Tchécoslovaquie a empiré. Surveillance policière de 24 heures, convocations illégales à des interrogatoires, souvent accompagnés de brutalités, des emprisonnements prononcés pour 48 heures ou parfois davantage, sans raison, licenciements - car dans notre pays, même cela constitue une des formes de la répression - retrait des pensions pour les invalides ou de passeports, ce qui restreint à la fois l'activité politique des citoyens et la possibilité de voyager même dans les autres pays de l'Est, toutes choses que nous avons subies auparavant mais jamais à ce degré ni avec une telle férocité. A présent, il semble que nous nous accommodions de cet état de choses. Nous les prenons fréquemment avec humour sans être terrorisés par la police secrète. Nous savons quoi ré-

pondre à leurs interrogatoires : rien du tout ! Nous sommes prêts à riposter en déposant des plaintes et en protestant. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes pas seuls. Nous sommes un milliers et beaucoup, beaucoup d'autres qui prennent notre défense et nous aident. Nous avons de nouveaux amis, des gens qui jusqu'alors n'étaient que des connaissances éloignées. Nous avons découvert le pouvoir miraculeux de la solidarité. Si nous subis-

en place l'an dernier est une chose ordinaire que l'on peut tolérer en silence, doit être rejetée. L'an prochain, les choses peuvent être pires.

Certains peuvent croire qu'il n'y a eu, sur la scène politique tchécoslovaque, l'année passée, que la seule Charte. Cela n'est pas exact. La Charte est la plus en vue parce qu'elle rassemble les groupes d'opposition les plus importants. Pendant ce temps, les communistes partisans de réformes s'efforcent de modifier le « socialisme réel » et ça et là discutent avec les brebis galeuses qui bêlent qu'il ne peut être modifié. Les « underground », dans les caves, lancent leurs tristes cris à la guitare électrique, et attendent les prochains procès non politiques. Les écrivains qui ne sont ni en train d'écrire pour la Charte, ni légalement enfermés pour les 48 heures d'usage, ont des visions de leur prochain roman que des « scribes » copieront après souper pour qu'ils soient imprimés à la hâte à au moins 100 exemplaires. Les socialistes révolutionnaires préparent un programme pour la révolution socialiste, et les trotskistes leur prodigent leurs bons conseils pour peu qu'ils ne soient pas en train de « faire » leur 48 heures.



Jiri Hajek, porte-parole de la Charte 77, ministre des Affaires étrangères sous Dubcek.

sons un interrogatoire, nous avons la certitude que nos amis savent où nous sommes, et que si nous ne sommes pas de retour dans les 48 heures, le soutien prendra une dimension internationale... Mais il y a un danger ici : celui que nous devenions habitués à cette répression sauvage et qu'elle devienne notre pain quotidien au point de vivre avec elle comme avec la peur de la petite vérole. Nous ne devons pas accepter ce type de situation anormale, c'est-à-dire inhumaine. La Charte doit combattre aussi chaque manquement à la légalité. Il doit en être de même pour nos amis de l'étranger. L'idée selon laquelle la répression policière mise

Et pendant ce temps-là, la vie quotidienne, passive et corrompue, du citoyen tchécoslovaque moyen va son chemin. Et, au début du printemps, la Charte 77 aura circulé, en un an, à un millier d'exemplaires.

A l'étranger, où beaucoup de nous ne pouvons aller, il y a la Pologne. On sait pourquoi nous ne pouvons nous y rendre. Et il y a la RDA où Rudolph Bahro est déjà resté en prison des mois durant. Les gens s'occupent davantage de ses théories que de sa vie ou de sa santé...

Si nous n'avions pas ce que nous nommons le « socialisme réel », les capitalistes auraient pu l'inventer, peut-on se dire en regardant autour de soi... Mais depuis août 1968, la « réalité » est devenue, pour nous, synonyme du terme interdit : « occupation »; or, cette structure n'a rien à voir avec le socialisme.

En fin de compte, nous ferons-nous à tout ?

Les informations sur la répression dans les pays de l'Est et les documents des opposants sont régulièrement publiés dans :

- \* *Listy*, édition française, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, revue trimestrielle éditée par le comité international contre la répression, B.P. 221, 75564 Paris cédex 12.
- \* *Informacny Materialy*, c/o ISP Verlag-Infomat, Post Fach 214, 1000 Berlin 10, Berlin-Ouest (en tchèque).
- \* *Chronique d'informations internationales*; Amnesty International, 18, rue de Varenne, 75007, Paris.
- \* Pour les anglophones : *Labour Focus on Eastern Europe*, Bottom-Flat, 116, Cazenove Road Road, London N. 16, Angleterre.

# Cent ans de socialisme tchèque

*Nous publions ci-dessous un document récent venu de Prague, traduit et diffusé par l'agence Palach Press de Londres. Il porte la signature de personnalités importantes de la Charte 77. Dix ans après le « Printemps de Prague », ce document réaffirme : le socialisme que le mouvement ouvrier voulait atteindre n'est pas en train de se réaliser en Tchécoslovaquie !*

*Nous reviendrons par la suite sur les propositions concrètes qu'avance ce document.*

\* \* \*

Les idées du socialisme firent leur première apparition chez les Tchèques le 7 avril 1918 avec la fondation du Parti social-démocrate tchèque au congrès qui s'est tenu à Brevnov. Les conditions de la lutte politique pour les droits élémentaires des travailleurs et les droits civiques étaient ainsi instituées.

Ces faits sont généralement connus mais nous voudrions souligner que les socialistes et les démocrates tchécoslovaques sont toujours redevables en ce qui concerne ces revendications vieilles d'un siècle. De nombreux points du programme ont été accomplis et même dépassés depuis longtemps. Cependant, il en est d'autres qui sont toujours à l'ordre du jour. Nous considérons qu'il est de notre devoir de veiller à leur accomplissement.

Le programme de Brevnov déclare que « dans notre société actuelle les moyens de production... sont le monopole d'une seule classe ». Cela a mené à la dépendance du « peuple travailleur et c'est la cause de la misère et de l'esclavage », ses auteurs exigent que « les moyens de pro-

duction soient utilisés pour le bien commun » qu'il y ait une « juste répartition des fruits du travail » et que « la domination de classe soit abolie ».

Il est vrai que la majeure partie des moyens de production ont été nationalisés (cela commença par un décret présidentiel de nationalisa-



Vaclav Havel

tion le 28 octobre 1945), mais on peut douter que les fruits du travail soient toujours utilisés pour le bien commun et que l'actuel système de rémunération soit juste.

Le programme exige « le droit égal pour tous les citoyens de plus de 20 ans d'élire des représentants aux assemblées provinciales et centrales et pour les gouvernements locaux ». Les droits universels et égaux d'élire des représentants au Parlement ont déjà été légalisés en 1907, c'est un résultat des efforts des partis ouvriers et d'autres formations démocratiques. Ce principe a été appliqué pour les élections locales, pour la première fois en 1919, c'est-à-dire tout de suite après la fondation de la République tchécoslovaque. Mais les pionniers de notre mouvement ouvrier n'avaient certainement pas envisagé un système électoral dans lequel les citoyens n'auraient à voter que pour un seul candidat, comme c'est le cas aujourd'hui.

Une autre revendication était « la liberté totale de presse, d'association, de réunion et d'organisation ».

Les travailleurs avaient largement imposé ces libertés. Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Combien d'organisations et de journaux (politiques et non-politiques) furent interdits après 1948 ? Et combien après 1968 ? En 1977, un grand nombre de citoyens ont été persécutés de diverses façons en relation avec la pétition de la Charte 77 qui ne traite pourtant que de la nécessité d'appliquer les lois adoptées par les corps législatifs supérieurs.

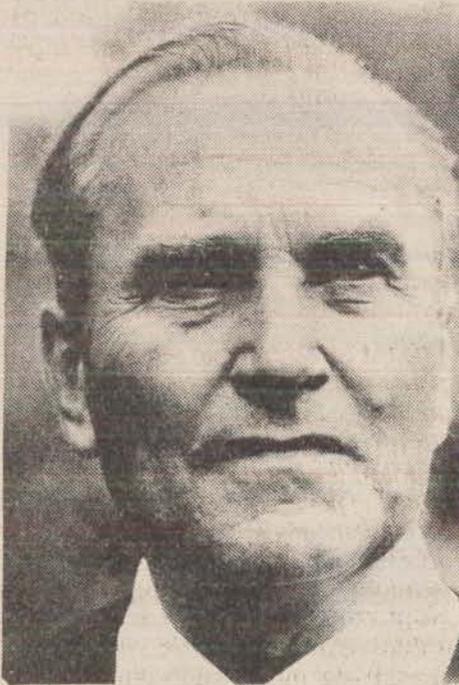
Le premier programme socialiste demande « l'indépendance de la justice », l'introduction de la « procédure et de l'assistance judiciaires gratuites pour tous » et « l'abolition de la peine capitale ». Les monstrueux procès des années cinquante prouvent que notre système ne garantit en aucune façon l'indépendance du pouvoir judiciaire ; et des doutes ont été émis en Tchécoslovaquie et à l'étranger sur la justification et l'équité des procès politiques des années 70. Les procédures ne sont pas gratuites de nos jours, non plus que l'aide judiciaire. Quant à la peine capitale, nos corps législatifs suprêmes et les mass media n'ont pas encore entamé de discussion à ce sujet.

Le programme demande aussi « l'élimination de toutes les inégalités sociales et politiques » et se réfère à la lutte de la classe ouvrière comme à la lutte « pour les droits et les devoirs égaux ». La pratique actuelle s'écarte fort de ces principes moraux et politiques. Les citoyens sont persécutés pour leurs convictions, dans certains cas longtemps après les avoir exprimés. Les principes d'égalité et de justice ont été largement abandonnés avec la pratique de nommer aux postes supérieurs de tous les secteurs de la vie sociale et économique principalement des membres du Parti communiste. Cela signifie que souvent, le critère pour charger quelqu'un d'un poste de responsabilité n'est pas la connaissance scientifique, la capacité ou les qualités morales, mais la servilité, le manque de scrupules et l'habileté à tirer la couverture à soi. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs ne considèrent plus le Parti communiste de Tchécoslovaquie comme un parti ouvrier mais comme un parti de « seigneurs ».

Les signataires de cette déclaration proclament leur allégeance aux traditions des débuts de notre mouvement ouvrier et socialiste. Le Parti communiste, parti dominant dans notre pays, proclame aussi qu'il les soutient. Beaucoup des principes formulés par les pionniers de ce mouvement ne sont cependant guère honorés par le régime actuel. En tant que socialistes et démocrates nous nous sentons personnellement responsables de la mise en application de ces principes.

7 avril 1978

Brno et Prague



Le philosophe Jan Patocka, ancien porte-parole de la Charte, décédé.

#### Signatures :

Rudolf BATTEK, sociologue, ancien membre du Conseil national tchèque (Parlement), ancien prisonnier politique ;

Premysl JANYR, ouvrier, fils d'un dirigeant social-démocrate, aujourd'hui en exil ;

Bozena KOMARKOVA, retraitée de 75 ans, emprisonnée par les nazis pendant 5 ans et demi ;

Vaclav HAVEL, auteur dramatique, ancien porte-parole de la Charte 77 ; Ladislav HEJDANEK, protestant, porte-parole officiel de la Charte 77 ;

Anna KOUTNA, ouvrière, ancienne employée du Comité régional du Parti de Brno, veuve de prisonnier politique ;

Frantisek KRIEGEL, ancien président du Front national, le seul membre de l'équipe Dubcek qui a refusé de signer l'accord de Moscou au moment de l'invasion ;

Karel KYNCL, journaliste communiste bien connu ;

Milan MACHOVEC, philosophe, ancien membre du Parti communiste ; Jaroslav MEZNIK, historien, ancien prisonnier politique ;

Ervin MOTL, journaliste ;

Jiri MULLER, ancien dirigeant étudiant, condamné à cinq ans et demi d'emprisonnement en 1972 ;

Petr PITHART, avocat, ancien éminent théoricien politique du Parti, aujourd'hui jardinier ;

Ales RICHTER, ancien détenu politique ;

Zuzana RICHTEROVA, ménagère, ancienne prisonnière politique ;

Gertruda SEKANINOVA-CAKROVA, ancienne déléguée au ministère des Affaires étrangères, ancien membre de l'Assemblée fédérale (Parlement) ;

Jaroslav SABATA, psychologue, ancien secrétaire du Comité régional du Parti de Bohême du Sud, condamné à six ans et demi en 1972, aujourd'hui ouvrier et porte-parole de la Charte 77 ;

Jan SABATA, ouvrier, ancien prisonnier politique ;

Jan SIMSA, pasteur de l'Eglise évangélique de la Congrégation tchèque, aujourd'hui ouvrier ;

Jan TESAR, historien, condamné à six ans d'emprisonnement en 1972 ;

Jakub TROJAN, ecclésiastique ;

Zdenek VASICEK, historien ;

Jan VLADISLAV, poète et écrivain.

## Tchécoslovaquie

# Les conseils ouvriers en 1969

*La bureaucratie, en 1969, se sentait menacée  
par l'activité politique de la classe ouvrière et Husak alla  
jusqu'à taxer le mot d'ordre  
« unité des étudiants, des intellectuels et des ouvriers »  
d'anti-socialiste et anti-parti !*

Jan KAVAN

Nous reproduisons ici des extraits de l'intervention de Jan Kavan au meeting organisé par l'OCI (Organisation communiste internationaliste, membre du CORQI) à la Mutualité à Paris, le 17 mai 1978.

\* \* \*

Pour comprendre ce qui se passe en Tchécoslovaquie aujourd'hui, je crois que nous devons remonter au moins à 1968. Il y a dix ans, Alexandre Dubcek était élu Secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque au moyen d'un classique « coup d'État dans le Parti ». Diverses fractions dans le Parti réagissaient aux tensions politiques et économiques de la société. Le choix d'Alexandre Dubcek était un compromis acceptable par toutes les fractions, en janvier 1978. Au cours des deux premiers mois, il se révéla que ces fractions n'étaient unies que par leur opposition à l'ancien dirigeant du Parti, Novotny. Pour le reste, il apparut peu à peu qu'il n'y avait toujours pas de programme politique pour la réforme. En même temps, Novotny continuait de refuser de démissionner et se rendait dans les entreprises importantes en utilisant l'argument démagogique que le changement était organisé par les intellectuels du Parti pour priver les travailleurs de leurs victoires de 1948. A cette époque, l'attitude générale des travailleurs était : « attendre et voir venir ».

En mars 1968, Dubcek décida d'introduire un changement radical qui eut finalement un impact révolutionnaire, à savoir l'abolition totale de la censure. Il fut soutenu par quelques-uns de ses collègues, mais pas par tous, parce qu'ils pensaient que la liberté de la presse permettrait aux gens d'exprimer leur opinion sur le régime de Novotny, d'exprimer l'amertume accumulée en eux depuis près de 20 ans et que cela aiderait à la défaite de Novotny.

C'est ce qui arriva, en effet. Quelques semaines plus tard, Novotny perdit son poste de Président et ce qui lui restait de pouvoir. Mais il fut impossible de réintroduire la censure et les gens commencèrent à user activement de leurs toutes nouvelles libertés, de presse, de parole, de réunion et d'association. Ce qui avait commencé comme un coup d'État acquit le caractère d'un mouvement de masse spontané. Si l'on devait caractériser globalement le Printemps de Prague, en une phrase, la meilleure description en serait probablement celle d'un débat à l'échelle de la nation sur quel type de socialisme nous voulons, comment la société dans laquelle nous voudrions vivre devrait-elle être structurée pour permettre aux gens de prendre des décisions, ou au moins d'influencer les décisions qui affectent leur vie et de quelle façon limiter le pouvoir du gouvernement et le contrôler pour que ces abus ne puissent jamais se reproduire.

Il y avait de nombreuses opinions différentes sur de nombreux sujets différents. Au début du Printemps de Prague, les plus radicaux étaient probablement les étudiants. Mais même eux, à travers leur porte-parole Lubos Holecek exprimèrent en mars, leur soutien à Dubcek, surtout parce que, à la différence de Novotny, il leur permettait de se réunir et de discuter de politique et de leur projet de programme politique, ouvertement, sans peur d'être arrêtés. Mais en même temps, Holecek avertissait que lorsque le programme de la jeune génération serait formulé, il se révélerait différent du programme des réformistes du Parti. Le Parti publia finalement son programme en avril 1968 et l'intitula « Programme d'action ». En janvier, ce programme aurait été acclamé comme le programme le plus radical de tous les partis communistes, en avril il était déjà dépassé sur plusieurs points. Les masses bougeaient plus vite et n'avaient pas attendu que les libertés promises soient légalisées. Elles les avaient mises en pratique.

Il y eut de nombreux problèmes, on ne peut en faire la liste complète ici, alors je ne donnerai qu'un exemple. Beaucoup de gens étaient préoccupés par le pouvoir croissant des technocrates et étaient d'autant plus intéressés par la proposition de conseils d'entreprise ou conseils d'ouvriers, comme les travailleurs préféraient les appeler. Le gouvernement proposa que ces conseils soient tri-partites, un tiers étant élu directement par les travailleurs, un tiers par les directeurs et les bureaucrates locaux du Parti et que le reste soit formé de représentants de la Commission de planification de l'État, et des banques. Sous la pression populaire, le gouvernement recula et proposa que le conseil en entier soit élu par les travailleurs eux-mêmes, mais qu'il n'aurait que le pouvoir d'élire et de révoquer le directeur et de lui soumettre des suggestions; c'est le directeur qui prendrait les décisions finales. Au cours de l'été le débat cessa de fait et une unité artificielle fut établie car tout le monde sentait qu'une grave menace extérieure planait sur tout le mouvement de réforme. Tous se rallièrent derrière Dubcek. Au milieu de la nuit, le 21 août, les Russes envahirent le pays et mirent immédiatement aux fers toute la direction

Dubcek qu'ils emmenèrent à Moscou. Le peuple répondit par une résistance passive bien organisée qui n'empêcha pas seulement l'établissement d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » fantôme, mais qui força aussi les Russes à renvoyer au bout d'une semaine, Dubcek et les autres, vivants, et à les remettre au pouvoir. Cependant, avant leur retour, ces politiciens furent obligés de signer ce qu'on a appelé les « accords de Moscou » et qui en réalité signifiaient la mort de toutes les réformes. Dubcek et ses amis arguèrent que c'était nécessaire; cependant le fait que le Dr. Frantisek Kriegel, membre du Présidium du Parti ait pu refuser de signer montre qu'il y avait une alternative à la capitulation.

Mais la majorité de la population tenait toujours au grand mythe Dubcek et le croyait lorsqu'il promettait que les acquis les plus importants du Printemps de Prague seraient préservés. Ce n'est qu'après le plenum du Comité central de novembre qu'il devint clair que le gouvernement Dubcek d'après l'invasion était prêt à faire, les unes après les autres, toutes les concessions, et qu'il céderait toujours à la pression soviétique.

Les étudiants décidèrent d'appeler à la grève générale contre cette politique. Il adoptèrent un Manifeste en dix points qui n'incluait pas une seule revendication spécifiquement étudiante, mais représentait un programme minimum basé sur le programme d'action du Parti. C'est ainsi, ironie du sort, que les étudiants pour lequel le programme d'action était trop modéré en avril, défendaient en novembre leur programme contre le gouvernement qui, le premier, en avait tracé les lignes. L'aspect le plus important de cette grève de trois jours avec occupation fut l'énorme soutien qu'elle reçut de la part des travailleurs. Les assemblées de travailleurs acceptèrent le Manifeste en dix points comme leur propre programme et menacèrent de se mettre en grève générale si le gouvernement arrêtait les organisateurs de la grève étudiante. Il y eut une demi-heure d'arrêt de travail, les autobus des transports urbains furent mis à la disposition des grévistes, leur per-

mettant de sortir sans contrevenir à la loi d'interdiction des réunions de plus de 20 personnes, les postiers établirent des liaisons téléphoniques gratuites entre les villes universitaires, les coopératives agricoles envoyèrent des vivres, etc. Le résultat le plus important de la grève fut l'aboutissement du processus au cours duquel étudiants et ouvriers en vinrent à se connaître et à se faire mutuellement confiance.



Dubcek

D'importants accords politiques furent signés entre le syndicat étudiant et tous les syndicats des usines tchèques. Cela rendit le gouvernement furieux. La bureaucratie se sentit, cela se comprend, menacée par cette activité politique de la classe ouvrière.

Husak alla jusqu'à qualifier ces accords de contre-révolutionnaires et des slogans comme « unité étudiants, intelligentsia, ouvriers » d'anti-socialistes et anti-parti. En même temps, les travailleurs refusèrent d'attendre que la loi légalisant les conseils d'ouvriers soit adoptée par le Parlement et ils commencèrent à les élire et à prendre en charge la marche des entreprises dans au moins 150 des principales usines. En janvier 1969, les conseils de travailleurs tinrent leur premier

congrès et élirent un Conseil des conseils. Le gouvernement était impuissant à les arrêter. Ce n'est qu'à l'été 69 que le gouvernement Husak réussit à les interdire. Il épura tous les militants syndicaux. Mais il ne put éliminer les réseaux informels de comités d'action étudiants-travailleurs. Il ne put réussir à renverser le processus de politisation. Le niveau de la conscience politique des étudiants apparaît clairement dans leur lettre de 69 adressée à la nouvelle gauche occidentale et dans laquelle des dirigeants étudiants déclarent que « le mot d'ordre original : 'une société n'est pas libre tant que l'intelligentsia est opprimée', est devenu celui, plus correct, de : 'ce n'est que lorsque dans une société de citoyens ceux qui produisent directement jouiront pleinement de réels droits démocratiques, que l'intelligentsia aura peut-être le droit de parler de sa propre liberté' ».

En avril 1969, Dubcek fit toutes les concessions qu'il put, il perdit la plus grande part de son appui dans le peuple et les Russes purent ainsi mener à bien leur objectif principal : l'écartier complètement et le remplacer par Gustav Husak à qui ils pouvaient bien mieux faire confiance. (...)

# La démocratie socialiste ne peut-être définitivement consolidée sans pouvoir des conseils ouvriers

## Déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale

● Le Secrétariat unifié de la IVE Internationale salue les étudiants, les intellectuels et les travailleurs de la République socialiste de Tchécoslovaquie qui, depuis des mois, ont impulsé un puissant mouvement en faveur de la démocratie socialiste dans leur pays. Il salue l'initiative des étudiants qui, en descendant dans la rue pour leurs revendications immédiates et en protestation contre les brutalités policières, ont considérablement accéléré le processus de différenciation au sein du PC tchécoslovaque. Il salue les intellectuels qui ont demandé la liberté de création artistique et culturelle, ainsi que la liberté de presse et de critique qui, pour des courants respectant la constitution socialiste et la propriété collective des moyens de production, doit être un droit élémentaire dans toute société ayant aboli le capitalisme. Il salue les efforts des travailleurs pour éliminer la bureaucratie syndicale et élire leurs propres dirigeants syndicaux au niveau des entreprises et des branches d'industrie.

Il salue la « marche pour le Vietnam », la solidarité avec les étudiants et intellectuels polonais, les actions d'appui aux étudiants de Berlin-ouest et d'Allemagne occidentale que les étudiants tchécoslovaques ont organisés au cours des dernières semaines, qui les démarquent nettement de leurs faux « amis » tant dans la presse et l'opinion bourgeoise d'Occident que dans les partis communistes d'inspiration pro-Moscou, et qui ouvrent la voie à un renouveau d'esprit internationaliste.

### LA TCHECOSLOVAQUIE EST MÛRE POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE SOCIALISTE

De tous les Etats qui ont aboli le capitalisme, la Tchécoslovaquie est, avec la République démocratique allemande, celui dont la structure sociale est la plus favorable au socialisme. La paysannerie n'y est qu'une minorité réduite de la population active; le prolétariat représente la grande majorité du peuple. Il dispose d'une tradition et d'une conscience de classe établies depuis longtemps. Les vestiges de l'ordre bourgeois sont faibles, dispersés et démoralisés.

Certes, dans ce pays industrialisé aussi, la tentative stalinienne d'imposer la dictature non du prolétariat mais de la bureaucratie, à l'aide de procédés ignobles tels que la terreur, des procès en sorcellerie, l'internement des opposants, la répression brutale de toute revendication ouvrière ou estudiantine, la manipulation de l'appareil d'Etat au moyen de la corruption, les farces électorales, a profondément discrédité le marxisme-léninisme auprès d'importantes couches de jeunes et même de travailleurs. Mais l'activité résolue d'une avant-garde décidée à se battre pour la démocratie socialiste a commencé à modifier la situation. Les défaites subies par l'impérialisme américain au Vietnam et l'ébranlement de la stabilité économique temporaire du monde capitaliste augmentent les chances de reconnaissance d'un communisme révolutionnaire et internationaliste, s'appuyant résolument sur

la démocratie socialiste, dans la République socialiste de Tchécoslovaquie. Les travailleurs et les jeunes réapprendront vite, dans les semaines et les mois à venir, que le véritable marxisme-léninisme n'a rien de commun avec la caricature repoussante que les Novotny et Lenart en ont dessinée. Ils iront rapidement aux sources pour redécouvrir le sens véritable et profond de la révolution socialiste, avant tout chez Marx et Lénine eux-mêmes.

Objectivement et subjectivement, la Tchécoslovaquie devient mûre pour la création d'une véritable démocratie socialiste qui pourrait exercer une influence profonde sur l'évolution de tous les Etats ouvriers et donner une impulsion puissante aux luttes révolutionnaires anti-impérialistes et anticapitalistes à l'Ouest.

Mais il serait illusoire de croire qu'une telle démocratie socialiste s'établira automatiquement, qu'elle pourrait résulter de luttes internes de cliques au sein de la bureaucratie, qu'elle pourrait être consolidée définitivement contre ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur par de simples réformes mineures du système de gouvernement en vigueur dans le pays depuis février 1948.

La IVE Internationale, fondée par Léon Trotsky, le collaborateur le plus proche de Lénine dans la victoire de la grande Révolution d'octobre, et qui a tenu haut le drapeau du léninisme et de la démocratie soviétique pendant les années les plus

sombres de la réaction stalinienne, lance à ce sujet un avertissement impérieux.

Consolider la démocratie socialiste - qui n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise - cela signifie conserver les conquêtes positives de 1948, conserver la propriété collective des moyens de production et d'échange, conserver la planification économique et le monopole étatique du commerce extérieur. Si on laissait toucher à ces conquêtes, la République socialiste de Tchécoslovaquie risquerait de retomber petit à petit sous la coupe du Capital international, et les travailleurs tchécoslovaques de travailler à nouveau pour enrichir les trusts de la Ruhr, de Paris, de Wall Street et de la City de Londres.

Consolider la démocratie socialiste ne signifie en aucune façon rendre une parcelle de pouvoir aux représentants de l'ancienne bourgeoisie et des partis bourgeois qui restent fermement opposés à la structure socialisée de l'économie du pays.

Mais consolider la démocratie socialiste signifie admettre la liberté de critique, de presse, d'organisation et de manifestation pour toutes les tendances et tous les partis qui affirment se placer dans le cadre de la constitution socialiste, qui ont dans leur programme la défense du mode de production socialisé, et qui ne peuvent être accusés devant les tribunaux, sur la base du droit écrit, d'actes de collusion avec la contre-révolution intérieure et extérieure.

Consolider la démocratie socialiste signifie avant tout assurer que le pouvoir soit exercé par le peuple travailleur directement. Cela signifie appliquer le programme élaboré par Lénine dans « *L'Etat et la Révolution* » et donner tout le pouvoir à un congrès de conseils ouvriers (soviets) élus dans toutes les entreprises du pays.

Seul un pouvoir de nature authentiquement soviétique rassemblera la grande majorité du peuple autour de l'Etat ouvrier et constituera un barrage infranchissable à toute tentative contre-révolutionnaire, nationale et internationale.

## LES DANGERS QUI MENACENT LA NAISSANCE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE EN TCHECOSLOVAQUIE

La contre-révolution tchécoslovaque est extrêmement faible; la conjoncture internationale n'est guère favorable à son renforcement. Le danger pourrait venir de la déception des immenses espoirs qui se sont levés aujourd'hui au sein du peuple tchécoslovaque, si le mouvement pour la démocratie socialiste, au lieu de s'amplifier, de se généraliser, de passer du stade des réformes à celui des transformations révolutionnaires profondes dans le domaine de l'Etat et de toute la superstructure, se trouvait étouffé et écrasé dans l'œuf.

Les représentants directs de la bureaucratie soviétique en Tchécoslovaquie, les hommes de Novotny et du Kremlin, le savent parfaitement. Leur but, c'est de susciter le scepticisme et la méfiance à l'égard de la démocratie socialiste dans les milieux populaires, et de chercher une justification, même dans des phénomènes tout à fait isolés, à une intervention et à un écrasement du mouvement de masse. Les manœuvres que l'armée soviétique effectue aux frontières de la Tchécoslovaquie constituent à ce propos un avertissement éloquent.

La bureaucratie soviétique craint la contamination qui pourrait résulter d'une affirmation ou d'un triomphe de la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie sur les masses laborieuses des autres Etats ouvriers, avant tout sur celles de la Pologne, de la RDA et de l'URSS elle-même. La véritable panique devant les intellectuels soviétiques non conformistes que les discours de Brejnev à Moscou sur les travaux du récent Plenum du CC du PCUS ont reflétée ne s'explique guère par l'ampleur ou la vigueur que le mouvement en faveur de la démocratie soviétique aurait déjà atteint en URSS. Ce mouvement est aujourd'hui encore faible et embryonnaire. Mais elle s'explique parfaitement par la peur ressentie au Kremlin, surtout depuis l'expérience de 1956 et depuis l'éclatement du conflit sino-soviétique, d'un véritable mouvement en boule de neige dans l'ensemble de ce qui hier était encore son « camp ».

Aujourd'hui, la bureaucratie soviétique a perdu son pouvoir de contrôle déjà sur la moitié des pays qui ont aboli le capitalisme : la RP de Chine, la RD du Vietnam, la RP de Corée, Cuba, la Yougoslavie, la Roumanie et l'Albanie. Cette évolution n'a certes pas toujours été unilatéralement favorable. A côté des forces authentiquement révolutionnaires comme celles qui gouvernent aujourd'hui au Vietnam et à Cuba, ou de forces qui ont introduit certaines réformes historiquement favorables à la démocratie socialiste, il y a pas mal de forces retardataires ou favorables à des compromis avec l'impérialisme qui se manifestent dans plusieurs des pays mentionnés plus haut.

Mais les représentants du Kremlin mentent, et mentent sciemment, quand ils affirment que cette désintégration de leur pouvoir de commander autoritairement à l'ensemble des forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans le monde, affaiblit celles-ci face à l'impérialisme. L'exemple de Cuba et celui du Vietnam - deux pays dont les dirigeants n'acceptent guère les ukases idéologiques et politiques de Moscou et qui n'ont pas participé à la récente conférence de Budapest - démontrent clairement le contraire. Ce qui affaiblit avant tout l'élan des forces révolutionnaires devant l'impérialisme, c'est l'absence d'une stratégie globale anti-impérialiste, et la grande responsable de cette absence, c'est la bureaucratie soviétique avec sa politique de « coexistence pacifique » et de défense du statu quo. Ce qui l'affaiblit également, c'est le nationalisme égoïste, étroit, d'une série de bureaucraties au pouvoir dans les Etats ouvriers qui empêchent la constitution d'un véritable front unique anti-impérialiste résolument révolutionnaire contre l'agression yankee au Vietnam.

C'est tout ce contexte international qui explique pourquoi le Kremlin craint à tel point le mouvement d'émancipation et veut l'enrayer par tous les moyens à sa disposition. Parmi ces moyens, la tentative d'opposer les ouvriers aux étudiants et aux intellectuels qui ont mis en branle l'actuel mouvement de réforme est une arme de choix. L'avant-garde tchécoslovaque qui est à la pointe du combat pour la

démocratie socialiste doit prendre conscience des bases réalistes de cette manœuvre et trouver le moyen de la contrecarrer à temps.

### POUR L'AUTOGESTION OUVRIERE DEMOCRATIQUEMENT CENTRALISEE

Les travailleurs n'ont guère de sympathie pour Novotny et la clique de profiteurs qui l'ont aidé à gouverner le pays en étouffant systématiquement toute expression de volonté ouvrière pendant si longtemps. Mais ils se méfient en même temps des technocrates qui s'apprêtent à prendre en main la gestion de l'économie à la suite des « réformes économiques » prônées par Ota Sik.

Aussi bien les porte-parole de la clique de Novotny et les agents du Kremlin que les représentants de la tendance « libérale » technocratique présentent les choses comme si les travailleurs tchécoslovaques n'avaient de choix qu'entre une gestion hypercentralisée et bureaucratique de l'économie socialiste et un retour à « une économie de marché » baptisée « socialiste » pour la circonstance. La clique de Novotny sabote cette « économie de marché », parce qu'elle désire à tout prix revenir à la centralisation bureaucratique. Mais les adversaires, sincères ou non, de celle-ci disent qu'il n'y a pas d'autre solution de rechange que « l'économie de marché ».

En réalité, les travailleurs ne sont attirés ni par l'un ni par l'autre de ces modèles. Dans le premier cas, ils savent que ce qui les attend, c'est un niveau de vie médiocre, des biens de consommation peu abondants et peu soignés, peu ou pas de droits dans les entreprises. Dans le second cas, ils craignent à juste titre (l'exemple de la Yougoslavie le prouve), le retour du chômage, de la vie chère, de l'inégalité qui s'accroît dans la société. En outre, les réformes économiques prônées par l'actuelle direction risquent d'aug-

menter le pouvoir des directeurs d'entreprise, y compris celui de licencier les travailleurs et de réserver le gros des primes prévues au personnel de cadres.

Mais la solution ne se trouve pas dans ce choix entre deux maux. Un mouvement qui vise à instaurer une véritable démocratie socialiste en Tchécoslovaquie peut et doit bouleverser de fond en comble le système de gestion bureaucratique et conservateur établi à l'époque stalinienne, mais il peut et doit le faire en se basant sur l'initiative et le pouvoir des producteurs, des travailleurs, plutôt qu'en recherchant une gestion par une technocratie largement privilégiée.

Election de conseils ouvriers dans toutes les entreprises; pouvoir économique suprême exercé par ces conseils au sein de l'usine, y compris celui de nommer et de congédier le directeur et le personnel dirigeant; participation des collectifs d'usine aux résultats obtenus non par la voie d'une concurrence sur le marché, mais par la recherche systématique d'une réduction des frais de production; garantie du plein emploi pour tous les travailleurs; élaboration du plan de manière controversée par un congrès des conseils ouvriers qui aura le droit de modifier les projets élaborés par des entreprises qui seraient contraires à l'intérêt collectif des masses laborieuses tchécoslovaques; subordination des autorités de planification à ce congrès, dont les délégués doivent être en grande majorité des travailleurs ne gagnant pas plus que le salaire d'un ouvrier qualifié, afin d'éviter la manipulation du congrès par les technocrates; déclenchement d'un vaste mouvement de contrôle et de recensement des stocks et des réserves de l'économie par les travailleurs à la base; garantie d'une augmentation proportionnelle du niveau de vie des travailleurs avec l'augmentation du revenu national; et, sur la base de toutes ces transformations, déclenchement d'un vaste mouvement d'initiative et d'enthousiasme créateur par la classe ouvrière - telle est la véritable solution des problèmes économiques de la Tchécoslovaquie allant résolument dans la voie de la démocratie socialiste.

### POUR UNE RENAISSANCE DU LENINISME, DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE AUTHENTIQUE

D'instinct, les masses tchécoslovaques en lutte pour la démocratie socialiste ont compris qu'il ne sera pas possible d'assurer la victoire de celle-ci si le peuple ne fait pas table rase de tous les crimes et dénis de justice qui ont souillé le passé récent de la Tchécoslovaquie. Les peuples révolutionnaires ont bonne mémoire. C'est pourquoi il est juste de faire toute la lumière sur le procès Slansky et sur toutes les injustices commises après 1948 sur des militants ouvriers (y compris par Slansky lui-même). C'est pourquoi il est juste de réhabiliter toutes les victimes de la terreur stalinienne. C'est pourquoi il faut attacher une importance particulière à la réhabilitation de militants révolutionnaires comme Kalandra qui faisaient une critique de gauche du régime et pour la réhabilitation desquels les actuels gouvernants montrent bien moins d'empressement que pour s'occuper de représentants de la bourgeoisie libérale.

La lutte pour la démocratie socialiste dans le cadre d'une société ayant aboli le capitalisme, en combinaison avec une orientation révolutionnaire et internationaliste, a elle aussi une tradition déjà longue. Les masses tchécoslovaques ne pourront combattre efficacement pour leurs objectifs progressistes que si elles réassimilent toutes ces leçons du passé. Surtout la jeunesse assoiffée de savoir et de vérité, qui rejette les légendes, les mythes et les mensonges officiels, désire renouer avec la véritable tradition révolutionnaire et internationaliste du communisme régénéré.

Elle doit exiger la reproduction et le libre accès à tous les documents historiques du Parti communiste tchécoslovaque, de l'Internationale communiste et du mouvement communiste révolutionnaire internationale. Il faut publier et étudier sur une large échelle non seulement toutes les œuvres de Lénine, mais aussi celles de Trotsky, auteur des Manifestes adoptés par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, de

Rosa Luxembourg, la première à lever l'étendard du socialisme révolutionnaire et démocratique en Europe centrale avant la première Guerre mondiale, de Zinoviev et de Boukharine qui ont été les deux premiers présidents de l'Internationale communiste, de Fidel Castro et de « Che » Guevara, symboles de l'esprit révolutionnaire d'aujourd'hui dans les pays semi-coloniaux. Aucun auteur, aucun ouvrage inspiré par le marxisme et le socialisme, ne doit tomber sous l'interdit. Comme l'a dit un grand atomiste soviétique Kapitza, la jeune génération doit réapprendre à discuter chez ses anciens qui ont fait la

Révolution d'Octobre. Et ces anciens ignoraient la censure à l'égard d'œuvres théoriques et politiques inspirées du marxisme.

Pouvoir politique de type soviétique; autogestion ouvrière démocratiquement centralisée dans l'économie; liberté d'organisation, de presse, de réunion et de manifestation pour toutes les tendances de tous les grands courants du mouvement communiste international; toute la lumière sur les procès et les répressions de l'époque stalinienne; droit d'autodétermination de toutes les nationalités et établissement d'un statut véritablement fédéral;

solidarité avec les étudiants, les intellectuels et les travailleurs polonais et soviétiques qui luttent pour la démocratie socialiste dans leurs pays respectifs; solidarité agissante envers la révolution vietnamienne et tous les mouvements anti-impérialistes et anticapitalistes en cours dans le monde; tels sont les éléments essentiels du programme d'action que la IVe Internationale propose aux masses laborieuses tchécoslovaques. En adoptant ce programme et en se mobilisant résolument pour lui, elles rendront invincible la démocratie socialiste qu'elles cherchent à conquérir.

Le 18 avril 1968

## Document

# Contre l'occupation de la République socialiste de Tchécoslovaquie

## Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale condamne de la manière la plus énergique l'occupation militaire de la République socialiste de Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie.

Les prétextes invoqués sont cyniques : les troupes ont été « appelées », paraît-il, par des « hommes d'Etat » qu'il faut encore découvrir quarante-huit heures après l'événement. Leur arrivée est approuvée, prétend-on, par la majorité des dirigeants communistes, alors que le Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque, dont les délégués venaient d'être élus sous l'influence des organisations de base, condamne l'intervention à l'écrasante majorité.

La justification n'est pas moins scandaleuse : le « danger contre-révolutionnaire » invoqué n'existe pas. Il y avait sans doute un cours droitier des dirigeants tchécoslova-

ques, qui était fondamentalement similaire à celui pratiqué par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. Ce qui explique leur intervention brutale, ce n'est pas ce cours droitier, mais la peur de voir l'ébauche de démocratie ouvrière, qui commençait à être timidement réintroduite en Tchécoslovaquie, stimuler le combat de l'avant-garde jeune, intellectuelle et ouvrière, en Pologne, en Hongrie, en RDA et surtout en URSS même. Cette intervention traduit l'affaiblissement fondamental de la dictature bureaucratique.

En fait, ce que la bureaucratie soviétique démontre par son intervention militaire en République socialiste de Tchécoslovaquie, c'est que sa dictature, son pouvoir et ses privilèges sont incompatibles avec des formes quelconques de démocratie ouvrière. Le retour aux normes léninistes de vie intérieure du parti communiste l'effraie mortellement.

La suppression de la censure, la discussion politique ouverte, la participation des masses laborieuses à la vie politique, un projet de statuts du PC tchécoslovaque qui contient le droit pour les minorités de défendre leurs positions à l'intérieur du parti, voilà ce qui est le danger numéro un pour le Kremlin. Il sait trop bien que dès que les travailleurs auront conquis ces droits, ils s'achemineront sur la voie de la démocratie des conseils ouvriers, sur la voie d'un véritable pouvoir de type soviétique prévu par « *l'Etat et la Révolution* ».

En intervenant militairement en Tchécoslovaquie, la bureaucratie soviétique foule aux pieds les principes élémentaires de l'internationalisme prolétarien. La constitution soviétique prévoit le droit des nationalités à se séparer même de l'URSS si elles en expriment le désir : mais au peuple tchécoslovaque on dénie maintenant le droit d'élire à la tête du parti communiste et du gouvernement les dirigeants de son choix.

On ne pourrait jeter plus d'huile sur le feu de l'agitation anticommuniste, alimenter de manière plus efficace la machine de propagande impérialiste. Le Kremlin n'a même pas hésité à invoquer en faveur de son intervention « l'équilibre des forces » en Europe, c'est-à-dire les accords de Yalta, confirmant ainsi la justification invoquée par l'impérialisme américain pour son intervention contre-révolutionnaire dans sa propre « zone d'influence ».

L'occupation de la République socialiste de Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie porte un coup à la cause du communisme, à la révolution socialiste dans le monde entier.

Son premier effet a été d'achever la désintégration du mouvement communiste international sous direction pro-soviétique. Même si cette désintégration favorise dans un premier temps la social-démocratisation de quelques grands partis communistes des pays impérialistes, elle portera à son paroxysme la crise mondiale du stalinisme, de laquelle peuvent se dégager et se dégageront de plus en plus de forces de reconstitution d'une authentique avant-garde révolutionnaire léniniste dans le monde.

L'impact de cet acte contre-révolutionnaire ne sera donc pas ce qu'en escomptent les dirigeants de Washington.

Le monde de 1968 n'est plus le monde de 1956. La résistance héroïque du peuple vietnamien à l'agression impérialiste a encouragé la reprise mondiale de luttes révolutionnaires. Tout en condamnant le crime du Kremlin, les travailleurs ne doivent pas oublier un seul instant les crimes plus sanglants que l'impérialisme commet tous les jours au Vietnam. Arrachons le masque hypocrite qui verse des larmes de crocodile sur la violation du droit du peuple tchécoslovaque à disposer de lui-même mais qui empêche par une pluie de napalm et de gaz empoisonnés le peuple vietnamien de se donner le gouvernement et le régime social de son choix.

La montée révolutionnaire de mai 68 en France a encouragé la lutte de l'avant-garde des masses laborieuses tchécoslovaques pour une véritable démocratie socialiste. La perspective que leur ouvre cette montée, c'est celle d'une fédération socialiste européenne, des Etats-Unis socialistes d'Europe dans le cadre desquels les travailleurs tchécoslovaques pourront construire leur société et leur économie socialistes dans les conditions les plus harmonieuses.

Les masses tchécoslovaques font face à l'occupation militaire dans un contexte, avec un degré d'organisation et des perspectives autrement favorables que celles dans le-

quel le prolétariat hongrois a été obligé de mener son combat isolé en novembre 1956.

Les comités locaux et régionaux du PC tchécoslovaque, profondément renouvelés au cours des derniers mois, des comités d'action qui se forment spontanément, peuvent constituer l'épine dorsale d'une résistance de masse.

Celle-ci, commençant par la grève générale et par des manifestations de rue, peut se transformer dans une résistance prolongée. Elle pourra épouser les formes les plus diverses, harcelant les troupes d'occupation par une propagande constante dans leur langues respectives, leur rappelant les enseignements de Lénine sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur la démocratie socialiste, sur les libertés de discussion et les droits des minorités au sein d'un parti communiste. Elle doit passer par la mise au ban de la nation de tous les collaborateurs et Quisling des forces d'occupation, par des grèves tournantes, par des manifestations-surprise, par la démonstration constante du refus du prolétariat et des masses laborieuses de la République socialiste de Tchécoslovaquie à accepter le régime de dictature bureaucratique que le Kremlin veut leur imposer par la force des baïonnettes étrangères.

En menant ce combat dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, en créant, au cours de cette résistance, les comités qui seront les noyaux du pouvoir ouvrier et paysan libre du socialisme tchécoslovaque, le prolétariat de la République socialiste de Tchécoslovaquie n'assurera pas seulement sa propre libération : il fera encore une contribution exceptionnelle à la lutte pour la démocratie socialiste en URSS, en Pologne, en Hongrie, au déclenchement de la révolution socialiste en Europe capitaliste.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale appelle les troupes soviétiques, polonaises, hongroises, bulgares et de la RDA à quitter immédiatement le territoire de la République socialiste de Tchécoslovaquie, comme le leur demandent les masses laborieuses tchécoslovaques. Le socialisme n'est menacé en Tchécoslovaquie que par les crimes de la bureaucratie.

Le Secrétariat unifié réclame la libération immédiate de Dubcek, de Cisar, de Smrkovsky, de tous les dirigeants communistes, journalistes, intellectuels et militants communistes tchécoslovaques arrêtés. Honte aux sbires de la bureaucratie soviétique qui mettent en prison des communistes dont le seul crime est d'avoir tenu compte de l'opinion des travailleurs de leur pays.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale rappelle la perfidie du Kremlin dans le cas d'Imre Nagy, qui a quitté l'ambassade yougoslave à Budapest sous un sauf-conduit solennel des dirigeants soviétiques, et qui n'en fut pas moins arrêté par la suite et exécuté par les agents de la bureaucratie soviétique. Ce crime ne doit pas se répéter dans le cas des dirigeants tchécoslovaques.

Le Secrétariat unifié appelle à la résistance de tous les communistes, tous les travailleurs tchécoslovaques : ne laissez pas un jour de répit aux occupants et à leurs agents ! Il appelle les travailleurs, les intellectuels et les étudiants soviétiques, polonais, hongrois, bulgares et de la RDA à appuyer de toutes leurs forces la lutte des masses tchécoslovaques pour leur droit à la démocratie socialiste.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale rappelle aux travailleurs de tous les pays capitalistes que la meilleure aide qu'ils peuvent donner à la lutte de leurs frères tchécoslovaques, c'est de redoubler d'effort pour renverser le régime du Capital et de s'engager hardiment sur la voie de la révolution socialiste.

Hors de la Tchécoslovaquie les troupes d'occupation !

Les blindés soviétiques pour le Vietnam !

A bas la bureaucratie soviétique qui a usurpé le pouvoir en URSS et des mains de laquelle le prolétariat soviétique arrachera le drapeau du communisme !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Le 22 août 1968

## SUR LA POSITION DE FIDEL CASTRO A PROPOS DE L'INVASION DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale est certain d'exprimer l'opinion non seulement du mouvement trotskyste international, mais aussi de la très grande majorité des militants qui ont défendu le plus résolument Cuba Socialiste en rejetant catégoriquement le soutien donné par Fidel Castro à l'invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

Dans la déclaration Fidel Castro justifie essentiellement sa position comme suit :

- a. Il y avait un danger de restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie;
- b. Ce danger a été engendré et nourri par la politique révisionniste non seulement des Tchécoslovaques mais des Soviétiques eux-mêmes;
- c. L'appel lancé par des « personnalités dirigeantes » tchécoslovaques ne peut pas être cité comme une raison valable pour justifier l'intervention; « la seule justification ne peut être que le fait politique qu'une situation contre-révolutionnaire était en train d'émerger en Tchécoslovaquie et que cela concernait sérieusement toute la communauté socialiste ».
- d. Castro pose la question de savoir si cette intervention marque le début d'un redressement de la politique soviétique, qui se traduirait par la défense du Vietnam, de Cuba, etc.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale a montré dans d'autres documents qu'il n'y avait pas de danger de restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie. On ne saurait identifier un cours droitier, et même une politique internationale réactionnaire comme celle de la Yougoslavie à l'égard de plusieurs pays d'Amérique latine par exemple, avec un danger de restauration du capitalisme. Un tel danger ne peut provenir que de forces sociales dans le pays susceptibles de s'organiser pour imposer par la force la restauration de la propriété privée capitaliste - ce qui n'était pas le cas en Tchécoslovaquie.

Au contraire, les masses tchécoslovaques dans leur ensemble sont attachées au maintien et au développement des formes de propriété collectivisées. Ces masses se sont mobilisées pour transformer le cours de « libéralisation » introduit après l'élimination de Novotny en un cours aboutissant à une véritable démocratie socialiste.

Ce n'est pas la défense du « camp socialiste » qui a fait agir le gouvernement soviétique à l'égard de l'impérialisme américain. Cette intervention a été faite avec la certitude que le gouvernement américain ne verrait en elle qu'une manifestation de politique de puissance désireuse de maintenir « l'ordre » chez soi, qu'il se bornerait à des déclarations propagandistes de condamnation, qu'il ne ferait rien pour faire monter la tension internationale et qu'il poursuivrait la recherche d'ac-

cords partiels avec Moscou, par exemple sur les armes nucléaires. Washington a exploité l'invasion de la Tchécoslovaquie pour « justifier » ses propres agressions : l'intervention soviétique a porté un coup aux mouvements qui, dans le monde, se dressaient contre l'agression impérialiste au Vietnam.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale souligne que, parmi les rares partis communistes qui ont approuvé l'invasion soviétique, se trouvent ces parti d'Amérique latine qui, comme Fidel Castro le sait bien, sabotent la lutte révolutionnaire dans ce continent. Ce sont les Escalante de tous ces pays qui ont approuvé leurs patrons du Kremlin.

La propagande du gouvernement soviétique au sujet d'un appel d'un groupe de dirigeants du parti et de l'Etat tchécoslovaque ne saurait être minimisée. On peut être certain que, dans le cas d'un réel danger de restauration du capitalisme dans un Etat ouvrier, la grande majorité des travailleurs, et notamment des communistes, se serait elle-même mobilisée pour parer à ce danger et aurait, si cela lui avait paru nécessaire, ouvertement demandé une aide militaire.

L'exemple de Cuba est éloquent à ce propos. Mais on ne peut accepter en aucun cas qu'un gouvernement d'un Etat ouvrier décide une intervention militaire dans un autre Etat ouvrier à l'insu et contre la très grande majorité pour ne pas dire l'unanimité des travailleurs de ce pays. En outre, cette « justification » du Kremlin montre comment il violente en premier lieu les masses soviétiques elles-mêmes.

Rejetant catégoriquement la position prise par Fidel Castro dans les événements de Tchécoslovaquie, le Secrétariat unifié de la IVe Internationale rappelle au mouvement trotskyste international, à tous les militants révolutionnaires et à toutes les masses laborieuses que les tâches de solidarité envers les travailleurs de Tchécoslovaquie ne doivent en rien leur faire abandonner leur action pour la défense de Cuba Socialiste contre le blocus, les machinations et les menaces de l'impérialisme américain, la réalisation de la ligne de l'OLAS en Amérique latine et la défense plus vigoureuse que jamais de la révolution vietnamienne contre l'agression américaine.

Le 1er septembre 1968

### RDA

## Liberté pour Rudolf Bahro !

*Rudolf Bahro n'est pas seul...*

*A travers lui, c'est une partie de la jeunesse allemande et son niveau de conscience politique croissant, que les bureaucrates de l'ex-Stalin-Allée visent...*

*Une campagne internationale est nécessaire pour que Bahro soit libéré*

Alain BROSSAT

Il ne fait pas bon, dans le pays du « socialisme réellement existant », être communiste. Après le bannissement de Wolf Biermann, celui de dizaines d'autres jeunes travailleurs, écrivains, artistes se réclamant du socialisme et du marxisme, la mise en résidence surveillée de Robert Havemann, la condamnation de Rudolf Bahro à huit ans de prison vient en administrer la preuve.

C'est pour « espionnage » que vient d'être condamné Bahro, honteusement, en catimini. Ce simple fait suffirait à exprimer l'extrême faiblesse, sur le plan moral comme politique, de la bureaucratie est-allemande lorsqu'elle se trouve confrontée à des opposants communistes. C'est à juste titre que Wolf Biermann indiquait, au lendemain

de la condamnation de Bahro, que la critique des éléments favorables à une restauration du capitalisme en RFA ne faisait pas très peur à ces bonzes; que celle de l'opposition chrétienne l'irritait, mais qu'à la rigueur, elle pouvait s'en accommoder. Or, à l'inverse, dès que se manifeste une opposition communiste, retournant contre les bureaucrates la lettre comme l'esprit du marxisme, engageant le débat sur le terrain même de la doctrine officielle et prétendant à la légitimité du communisme, les fonctionnaires réagissent avec une brutalité qui n'est finalement qu'une manifestation de panique.

Le mensonge, les procédés machiavéliques minables, le cynisme étroit sont alors leur seul recours.

Pour mettre hors circuit un Bahro, un Biermann, un Havemann, ils sont prêts à tout : prêts à susciter une levée de boucliers parmi la jeunesse et l'intelligentsia de leur pays; prêts à aggraver à l'étranger une image de marque déjà déplorable, prêts à payer le prix d'un isolement plus rigoureux encore, la neutralisation de ces gêneurs. Prêts à faire passer pour un « espion » le rédacteur d'un des plus grands livres théoriques marxistes de l'après-guerre; prêts à affirmer qu'un vétéran du communisme, de la résistance à l'hitlérisme comme Havemann est un vendu à l'ennemi de classe; prêts à jurer que Biermann a calomnié en RFA sa patrie socialiste alors que des millions d'Allemands de l'Est et de l'Ouest ont, à la télévision, assisté à la retransmission du concert incriminé au cours duquel il ne cessa de défendre la RDA comme « la meilleure partie » de l'Allemagne...

Et s'ils sont prêts à toutes ces forfaitures, c'est pour une raison bien simple : c'est qu'un Biermann, un Havemann, un Bahro sont populaires dans leur pays. Que depuis des années et des années, les cassettes de Biermann circulaient par centaines, pour des centaines de milliers de jeunes en RDA; et que ces chansons, tout en dressant un impitoyable et cinglant réquisitoire contre la bureaucratie, proposent un autre socialisme, un autre espoir communiste, une autre vision communiste du monde, que celle des bonzes de l'ex-Stalin-Allee. Que le livre de Rudolph Bahro, « *solution de rechange* », publié par une maison d'édition liée aux syndicats ouest-allemands, interdit en RDA, trouve son chemin vers les bibliothèques clandestines du communisme, est actuellement lu, discuté, recopié dans ce pays, comme ne le sera jamais aucun texte de Brejnev ou Honecker.

Bref, les bureaucrates ont une peur bleue (ou rouge) de ce courant parce que, même si l'activité politique de la classe ouvrière de RDA est très faible, ils savent qu'il représente une alternative vraie, un espoir pour des milliers de jeunes, mille fois plus dangereux pour les veilleurs de nuit du socialisme bureaucratique que les velléités de passer à l'Ouest de quelques milliers de citoyens de RDA. Que cet-

te alternative existe, faible, encore incertaine, bien sûr, c'est ce que montrent, par exemple, les réactions suscitées en RDA par l'invasion de la Tchécoslovaquie il y a dix ans, pas seulement les protestations d'intellectuels connus comme Havemann (ou son fils Floria qui accrocha un drapeau tchèque à sa fenêtre), mais des manifestations plus émouvantes encore, telle que celle que rapporte dans son livre

### APPEL POUR RUDOLF BAHRO

Le « Times » a rendu publique le 1er février 1978 la lettre suivante de Heinrich Böll, Graham Greene, Carola Stern et Mikis Théodorakis :

« L'année des prisonniers politiques a pris fin en décembre 1977. Mais la situation accablante des prisonniers politiques demeure à l'ordre du jour. Alors que la conférence de Belgrade touche à sa fin, les signataires appellent l'opinion publique mondiale à exiger la libération de Rudolf Bahro.

Depuis le 23 août 1977, Bahro est prisonnier des services de sécurité intérieure de la RDA. C'est un prisonnier politique. Il est clair que le prétexte employé pour justifier son arrestation a un caractère mensonger et calomnieux rarement égalé : 'soupçonné d'activités d'espionnage'. La cause véritable de l'arrestation de Bahro est son livre : « pour une solution de rechange - contribution à la critique du socialisme réellement existant ». Il a été publié en République fédérale par une édition des syndicats (Europäische Verlagsanstalt) et sera prochainement accessible en anglais, français, italien, espagnol et danois. En fait ce livre ne fait preuve de rien d'autre que des convictions socialistes et de la valeur exceptionnelle de R. Bahro, écrivain politique. Rudolf Bahro est actuellement dans une prison de RDA, parce que, continuant la pensée de Karl Marx, Friedrich Engels et Rosa Luxembourg, il s'est confronté dans son pays au « socialisme réellement existant ». R. Bahro est en prison dans une société qui se dit socialiste parce qu'il s'est engagé en tant que communiste pour le progrès social. Nous estimons qu'il faut rappeler aux autorités de RDA que la nécessité de libérer Bahro s'impose comme une évidence ».

Simone de BEAUVOIR, Claude BOURDET, Yvon BOURDET, Roger BLIN, Georges CASALIS, Jean ELLEINSTEIN, Jean-Pierre FAYE, Gérard SOULIER, Madeleine REBERIOUX, Jean-Marie BROHM, Jean-Pierre VERNANT, Jacqueline PLUET, Pierre HALBWACHS, Vladimir JANKELEVITCH, Alain KRIVINE, Daniel BENSARD, Joseph FISERA, Michel TUBIANA, Jeanne et Daniel SINGER.  
Comité français pour la défense de R. Bahro : 46, rue de Vaugirard, Paris VIe.

(récemment traduit en français), *Les années merveilleuses*, l'écrivain est-allemand Reiner Kunze : les fleurs posées par des mains inconnues devant la porte d'une femme d'origine tchèque... Ou encore, la véritable rébellion des intellectuels qui suivit le bannissement de Biermann en novembre 1976 et dont les effets se font encore sentir, dans les milieux artistiques notamment.

Un régime qui contraint à la fuite ou déporte lui-même non pas tous (comme voudrait le faire croire une certaine propagande occidentale), mais les meilleurs de ses artistes, de ses intellectuels, comme le fait celui de RDA, se juge lui-même. Un écrivain comme Sarah Kirsch qui fut active dans le SED (parti communiste), qui n'a jamais été comme Biermann une opposante au verbe haut, qui s'efforçait loyalement, dans la sphère culturelle, d'apporter sa pierre à l'édification de la nouvelle société, a dû partir : dans l'incertitude de pouvoir travailler librement, être éditée... D'autres se taisent, d'autres ont cessé d'être communistes et sont partis, comme Rainer Kunze.

### BETISE CRASSE

Dans leur bêtise crasse de fonctionnaires, les bureaucrates est-allemands ne comprennent pas que les temps ont changé depuis l'affaire Kravchenko; que tout opposant banni, réfugié à l'Ouest, ne devenait pas automatiquement un otage de la CIA ou de la propagande occidentale. Wolf Biermann habite à Hambourg et ses convictions communistes ne se sont pas altérées; ses chansons trouvent toujours leur chemin vers Berlin, Leipzig et Iéna; plus récemment, le gouvernement a exilé un groupe de jeunes travailleurs d'Iéna et le jeune écrivain Jürgen Fuchs, deux chanteurs, Kunert et Panach, qui tous avaient eu le tort de cracher dans la soupe froide du socialisme à la Honecker. Tous étaient à Paris, il y a quelques semaines pour participer à un meeting de solidarité avec Rudolf Bahro dont ils ont défendu en communistes, les convictions communistes.

Les bureaucrates ne comprennent donc pas que ce qu'ils perdent en crédit, à l'extérieur, en traitant de la sorte leurs opposants, ils ne le gagnent même pas en tranquillité à l'intérieur. Les idées se foutent des frontières. Chassées par la porte (de Brandebourg), les chansons de Biermann rentrent par la fenêtre des voyageurs occidentaux, de la radio et de la télévision ouest-allemande. Les livres de Reiner Kunze (*Les années merveilleuses*) et de Jürgen Fuchs (*Souvenirs d'interrogatoires*) montrent admirablement qu'existe en RDA une jeunesse dont la fraîcheur d'esprit, la passion de la vérité, l'insolence, l'aspiration à vivre libre et souvent la conscience politique authentiquement marxiste sont un cauche-

## UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

En RFA et dans d'autres pays d'Europe occidentale s'est engagée une campagne pour sa libération qui ne mêle pas sa voix à celle de la réaction. En RFA se sont tenus des dizaines de meetings rassemblant, outre les militants des organisations d'extrême-gauche, des représentants de la gauche socialiste, des militants syndicaux etc. A Berlin-Ouest, un meeting de protestation a rassemblé 2000 personnes quelques jours après la condamnation de Bahro. A Londres, un rassemblement de protestation a eu lieu devant l'ambassade de RDA. En France, *L'Humanité* a condamné sans ambages la sentence prononcée contre lui.



Rudolf BAHRO

mar permanent pour les bureaucrates. C'est ce que montre aussi l'expérience de ces jeunes travailleurs d'Iéna qui avaient créé un cercle culturel dont la spontanéité antibureaucratique et la popularité inquiétaient tant les fonctionnaires du régime qu'ils eurent tôt fait de le dissoudre...

C'est dans cette jeunesse que germent les idées et les soirs communistes d'un Bahro, d'un Biermann, d'un Havemann. Et c'est pour cela que les bureaucrates en ont peur, qu'ils cognent comme des brutes.

Les autorités de RFA ne vont évidemment ménager aucun effort pour s'acheter un brevet de libéralisme en proposant « l'échange » de Bahro contre des espèces sonnantes et trébuchantes, de ce même Bahro qui, s'il était citoyen de République fédérale, serait sans doute frappé.

Mais il semble que Bahro ait, avant son procès, refusé un tel échange. Communiste oppositionnel est-allemand, c'est son droit imprescriptible à se battre pour ses idées dans son pays qu'il défend. Et pour notre part, nous nous battons sans relâche non pour son marchandage, mais pour sa libération, pour que soit reconnu son droit de vivre, de travailler, de militer dans ce pays, la RDA.

## RUDOLF BAHRO : SUR LA BUREAUCRATIE

extraits de « La solution de rechange »

*C'est moins par parti-pris haineux que par bêtise que les propagandistes bourgeois font l'erreur de déduire de la propagande socialiste pour une meilleure utilisation qualitative, et surtout quantitative, du temps de travail dans nos entreprises, à un gros effort pour augmenter leur rendement.*

*En réalité, non seulement l'intensité de notre travail, mais encore sa discipline sont moindres que dans les pays capitalistes. Notre ordre social laisse davantage de place à la paresse et à l'indolence humaine, « naturelles », que celui du capitalisme, et ceci non seulement « en bas », mais aussi « en haut » : l'indolence des bureaucrates répond à l'absence d'intérêt du travailleur pour sa tâche, à l'aversion des spécialistes pour leur travail.*

*Presque tout ce qui est entrepris chez nous porte le sceau caractéristique d'un rapport vicié entre l'énergie déployée et le résultat obtenu. Dans le cadre des rapports économiques et sociaux qu'il a lui-même institués, seul le parti peut jouer le rôle de moteur du progrès industriel et social. Mais il est totalement empêtré, par son propre appareil, dans la toile d'araignée omniprésente du bureaucratisme qui n'épargne aucun domaine de la vie sociale, aussi éloigné soit-il des centres de décision.*

*Toutefois, si nous considérons que la sclérose bureaucratique de l'appareil du pouvoir est une tendance sans contradiction, que son effet incontestablement inhibiteur agit de façon absolue, nous ne pourrions expliquer qu'existe ce rythme de croissance économique, tout de même relativement élevé, qui caractérise les pays non-capitalistes travaillant sous la coupe de partis de tradition marxiste-léniniste.*

*(.../...) Aujourd'hui encore, la forme bureaucratique de notre superstructure porte moins préjudice à la croissance quantitative que qualitative; et, dans le cadre des rapports existants, cet état de choses ne peut être corrigé.*

*Mais si l'on est attaché à la recherche d'une alternative, il est important de comprendre comment et pourquoi notre appareil d'Etat n'est pas complètement emporté dans son cercle infernal...*